

RAPPORT DE PRÉSENTATION DU BUDGET PRIMITIF

2
0
1
4



Projet Bertrand Penneron, architecte, pour le Groupe scolaire Jean de la Fontaine

BUDGET PRIMITIF

pour l'exercice 2014

RAPPORT DE PRESENTATION DU BUDGET GENERAL

Ville de plus de 10.000 habitants ayant voté leur budget par nature

SOMMAIRE

	Pages
INTRODUCTION	3
PRESENTATION D'ENSEMBLE DU BUDGET GENERAL DE LA VILLE.....	6
 1ère PARTIE - PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL	
I - Fonctionnement	
I - 1 – Les recettes de fonctionnement	8
I - 2 – Les dépenses de fonctionnement	12
I - 3 - Les ratios - L'autofinancement	15
 II - Investissement	
II - 1 – Les recettes d'investissement	16
II - 2 – Les dépenses d'investissement	18
II - 3 – L'encours de la dette	20
 2ème PARTIE - PRESENTATION DES BUDGETS ANNEXES	
- Budget Annexe de l'Eau.....	22
- Budget Annexe des Activités Lyriques et Symphoniques.....	23
- Budget Annexe du Crématorium.....	24
- Budget Annexe des Prestations des Cimetières	25

INTRODUCTION

Le débat d'orientation budgétaire dont notre assemblée fut l'enceinte le 25 novembre dernier a posé les bases à partir desquelles nous avons pu construire le budget primitif pour l'exercice 2014 de notre collectivité.

Ces fondamentaux, qui caractérisent depuis 1995 notre politique financière et budgétaire, n'ont bien sûr pas varié dans les quelques semaines qui séparent l'examen des orientations budgétaires et le vote de notre budget. Les récapituler, c'est les inscrire dans une continuité que nous revendiquons, c'est aussi leur donner une pleine et entière légitimité, celle qui se forge à l'épreuve des faits :

- notre collectivité devra, comme auparavant, maîtriser les dépenses de fonctionnement qui sont les siennes sans pour autant transiger sur le niveau et la qualité des services publics qui relèvent de sa sphère. L'optimisation de la dépense publique ainsi que les processus de mutualisation initiés entre les services municipaux et la communauté d'agglomération sont deux des voies empruntées pour organiser la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement courantes à périmètre d'intervention constant.

- la non augmentation des taux des trois impôts locaux auxquels sont assujettis les ménages tourangeaux (la taxe d'habitation, la taxe foncière sur les propriétés bâties et la taxe foncière sur les propriétés non bâties) accompagnée, comme chaque année, d'une politique d'abattements volontariste, ne grèvera pas le pouvoir d'achat de ces mêmes ménages d'autant que les tarifs municipaux ne progresseront que dans les limites de l'inflation prévisionnelle pour 2014 fixées à 1,5%.

- la ville, consciente des efforts qui doivent être faits en faveur des plus démunis et fragiles de ses concitoyens, accentuera l'aide qu'elle apporte à son Centre Communal d'Action Sociale (+ 0,1 million d'euros soit 5,3 M€ dès le BP 2014) et maintiendra au titre des relations de confiance qui sont les siennes avec les différents acteurs du vaste mouvement associatif le volume des subventions versées à chacun d'eux. C'est là un effort d'autant plus important que de fortes tensions traversent le monde associatif à l'heure où il lui faut compter avec une moindre disponibilité des concours publics.

- la moindre progression des recettes de notre collectivité s'explique pour partie par la diminution des dotations et concours financiers de l'Etat aux collectivités locales et au premier chef les communes. Cette situation doit être appréhendée dans le contexte national et européen en lequel s'inscrit la construction du budget 2014 de notre collectivité. L'Europe, prise dans sa globalité, souffre d'un taux de croissance très faible

comparativement à d'autres zones ou ensembles régionaux du monde. Notre pays n'échappe pas à cette atonie pour des raisons qui sont tout à la fois conjoncturelles et structurelles. De fait, la diminution des déficits des administrations publiques lesquelles englobent l'Etat, les administrations et organismes sociaux et, enfin, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, diminution qui doit être conjuguée à l'absolue nécessité de réduire le volume de la dette de notre pays, impose un train de mesures et de réformes qui toutes ont pour dénominateur commun l'efficacité de la dépense publique dans un contexte de raréfaction du crédit public. L'effort financier demandé aux collectivités locales en 2014 (1,5 milliard d'euro) (et qui devrait être de même importance en 2015) peut se comprendre dans le cadre d'un programme national de retour aux grands équilibres financiers et donc de reconquête de la souveraineté financière et budgétaire de notre pays. Cet effort pour être pleinement partagé doit être néanmoins limité dans le temps et ne pas pénaliser l'investissement productif si nécessaire à l'affirmation de la compétitivité de notre pays et au maintien de sa capacité de modernisation et d'innovation. Pour notre collectivité, cet effort équivaut peu ou prou à la somme de 1,5 million d'euros.

Notre cité participera à cet effort de redressement des comptes publics nationaux au nom du principe de solidarité qui existe entre l'Etat et les collectivités territoriales, au nom, aussi, du principe de réalité tant nous savons ici, à notre niveau, le poids et les contraintes qui sont ceux d'une dette élevée.

Cette moindre progression de nos recettes s'explique aussi par la fin d'un cycle qui avait vu se cumuler les effets des deux précédents contrats d'agglomération, celui conclu avec la région Centre et celui relevant de la compétence du département d'Indre et Loire. La nouvelle génération de contrats finalisés en cette fin d'année ne produira d'effets financiers que dans les mois à venir, une fois les opérations inscrites en ces derniers pleinement bouclées, administrativement et techniquement parlant.

- La baisse de l'encours de la dette de notre collectivité (elle diminuera de 3,5 millions d'euro en 2014) résultera, comme les années précédentes, de la conjonction de plusieurs facteurs : la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement, la capacité de notre collectivité à dégager une épargne brute et nette positive, la préservation de sa capacité d'autofinancement et, au final, un recours limité à l'emprunt (pas plus de 7,5 millions d'euros) pour faire face aux dépenses inscrites dans le plan d'équipement pluriannuel de notre cité.

- Ce plan qui conjugue, dans un même ensemble, autorisations de programme et crédits de paiement, mobilisera quelque 45 millions d'euros de crédits en faisant bloc du budget principal de la ville, des budgets annexes et des opérations financées par la Communauté d'agglomération tourangelle mais qui concernent notre ville au premier chef.

Il y a, en ce plan, des opérations récurrentes qui sont la signature de notre ville -plan d'embellissement et plan lumière notamment-, des projets conséquents, la reconstruction de l'école élémentaire du groupe scolaire Jean de la Fontaine, une enveloppe de crédits d'investissement destinés aux 4 conseils de la vie locale au titre de la démarche de démocratie participative dont notre ville est le théâtre depuis 10 ans maintenant, mais

aussi une accentuation des moyens consentis en faveur de l'amélioration de l'environnement et des énergies renouvelables, tant nous sommes convaincus qu'il s'agit là de gisements d'économie pour notre collectivité dans un contexte national et international de surenchérissement du coût des énergies pour les ménages, les entreprises mais aussi les collectivités territoriales.

L'année 2014 va être l'occasion pour notre ville de pleinement engager un vaste processus de transition énergétique en axant ses priorités d'actions dans 3 domaines :

- la performance énergétique des bâtiments constitutifs du patrimoine communal afin de stabiliser dans un premier temps puis de faire diminuer la facture énergétique de notre ville (on indiquera ici que peu ou prou 6 millions d'euro devront être consacrés en 2014 pour faire face aux dépenses d'énergie de notre collectivité hors éclairage public),
- le développement de la production d'énergie renouvelable à usage local par notamment la pose de panneaux photovoltaïques sur le toit de bâtiments communaux,
- la préfiguration de la ville de demain qui fera une plus grande place aux réseaux de chaleurs et aux nouvelles technologies ("smartgrid") qui autorisent de nouvelles formes de connexion.

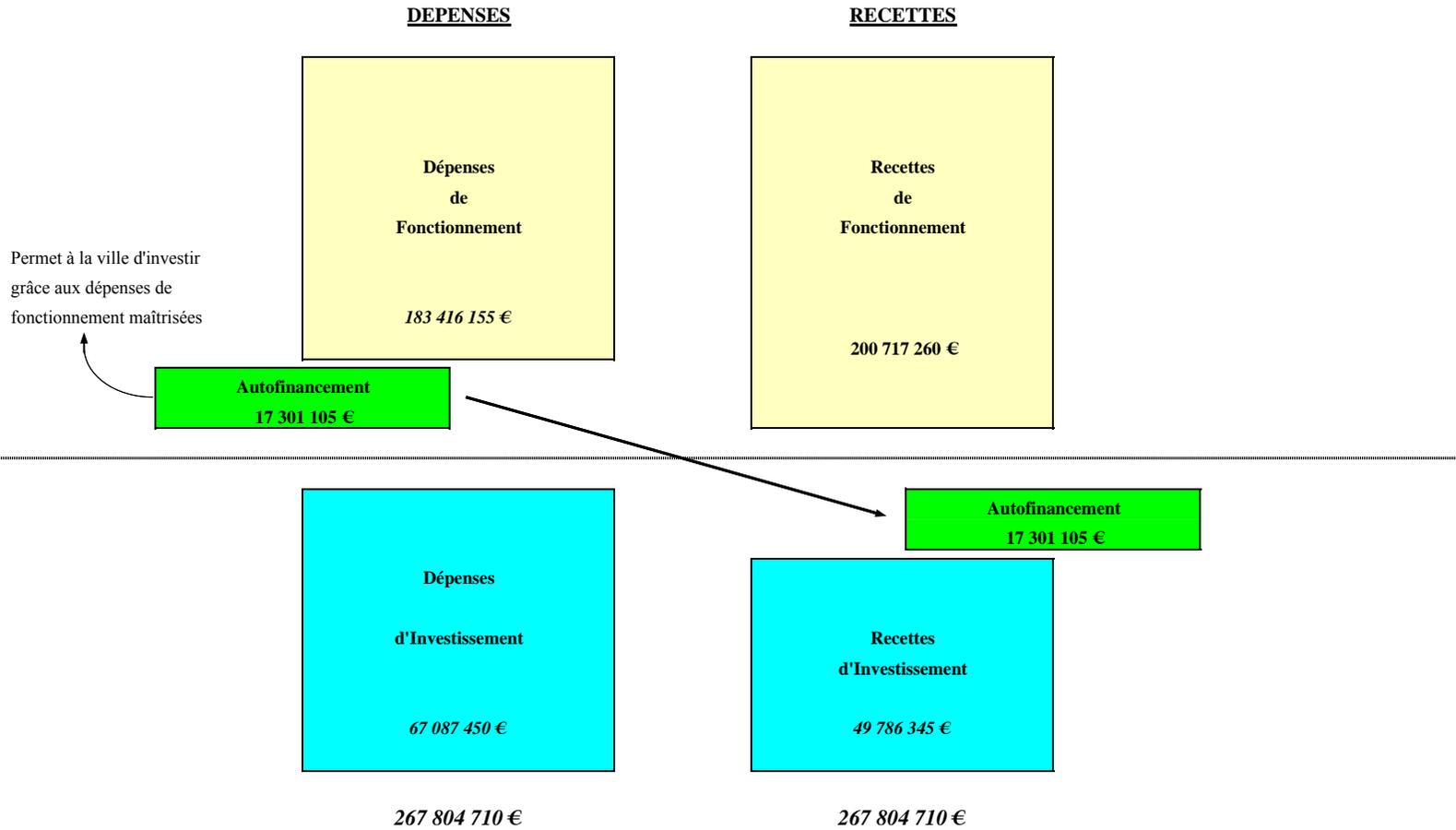
Par delà les nombreux indicateurs et agrégats financiers qui en constituent la trame habituelle, par delà aussi le contexte économique et social dont il ne peut pas être dissocié, le budget primitif 2014 de notre ville est tout à la fois porteur d'une cohérence et d'une volonté politiques.

Cette cohérence, qui est la nôtre depuis 1995, consiste à ne pas augmenter les impôts locaux et à proposer aux Tourangelles et Tourangeaux la même qualité de service public. On relèvera sur ce dernier point que la régie est majoritairement favorisée pour la gestion des services publics locaux que nous pensons essentiels à la satisfaction des attentes et des besoins de nos concitoyens. Une volonté politique qui, en s'appuyant sur la maîtrise de nos dépenses de fonctionnement, nous autorise à préserver les capacités d'investissement de notre cité et donc à consolider son avenir en une époque où grande est la compétition entre les villes pour attirer à elles l'emploi et l'innovation.

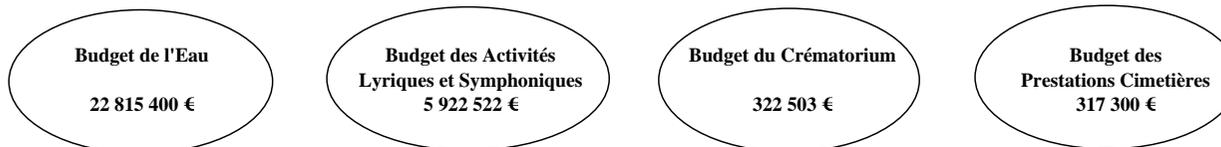
Cette cohérence et cette volonté dessinent, sur le long terme, l'image et la réalité d'une ville moderne et attractive, apaisée et solidaire. L'inscription de notre ville dans une logique de territoires et de projets partagés en prenant pour ce faire appui sur l'agglomération tourangelle dont elle est membre mais également en s'aidant des contrats de partenariat déclinés au niveau départemental et régional conforte et crédibilise une démarche de développement durable et pérenne.

LE BUDGET GENERAL 2014 DE LA VILLE DE TOURS

267 804 710 € pour le budget principal



29 377 725 € pour les budgets annexes



PRESENTATION D'ENSEMBLE

L'ensemble des budgets (principal et annexes) de la Ville de TOURS, pour l'exercice 2014, affiche un montant global de 297,2 M€ contre 311,3 M€ au BP 2013, réparti comme suit :

- * 267,8 M€ pour le budget principal (contre 282,7 M€ en 2013),
- * 29,4 M€ pour les quatre budgets annexes (contre 28,6 M€ en 2013).

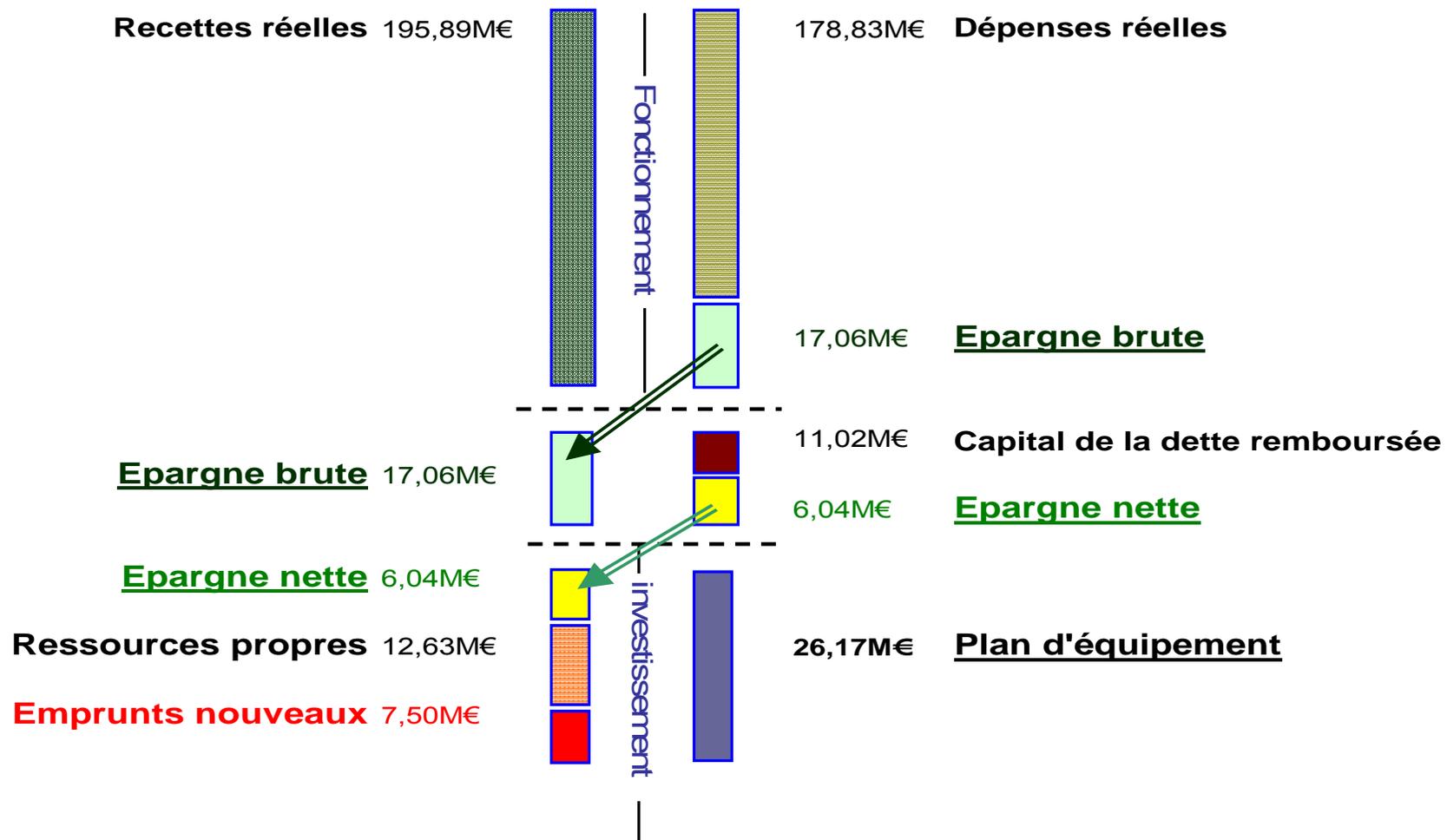
Pour le budget principal de la Ville, la section de fonctionnement du BP 2014 s'équilibre à 200,7 M€ (+1,59% par rapport au BP 2013 soit +3,1 M€) et dégage un autofinancement de 17,3 M€ (contre 18,1 M€ au BP 2013 soit -0,8 M€).

La section d'investissement s'élève à 67,1 M€ (contre 85,1 M€ au BP 2013) et intègre un plan d'équipement de 26,2 M€ financé à hauteur de 7,5 M€ (comme au BP 2013) par l'emprunt.

Pour les budgets annexes, la variation de +0,8 M€ concerne essentiellement le service de l'eau, les autres budgets restant relativement stables entre les deux exercices.

Une répartition des dépenses et recettes (abstraction faite des écritures d'ordre) de l'ensemble du budget (principal et annexes), par politiques publiques à partir d'un billet de 100€, vous est présentée ci-après.

BUDGET PRINCIPAL 2014



Répartition des dépenses pour 100 €

BP2014
Budget Principal + Budgets annexes

Répartition des Recettes pour 100 €

Attractivité & développement urbain : 19,5 €

Solidarité & vie sociale : 13,4 €

Education : 13,1 €

Culture : 10,5 €

Sport : 5,9 €

Eau : 7,5 €

Prévention & Sécurité : 4,1 €

Moyens des services : 13,9 €

Remboursement de la dette : 12,1 €

Etat : 22,3 €

Tours + : 15,4 €

Autres subv & concours : 3,9 €

Contribuables : 30,7 €

Usagers : 20,8 €

Fonds propres : 3,3 €

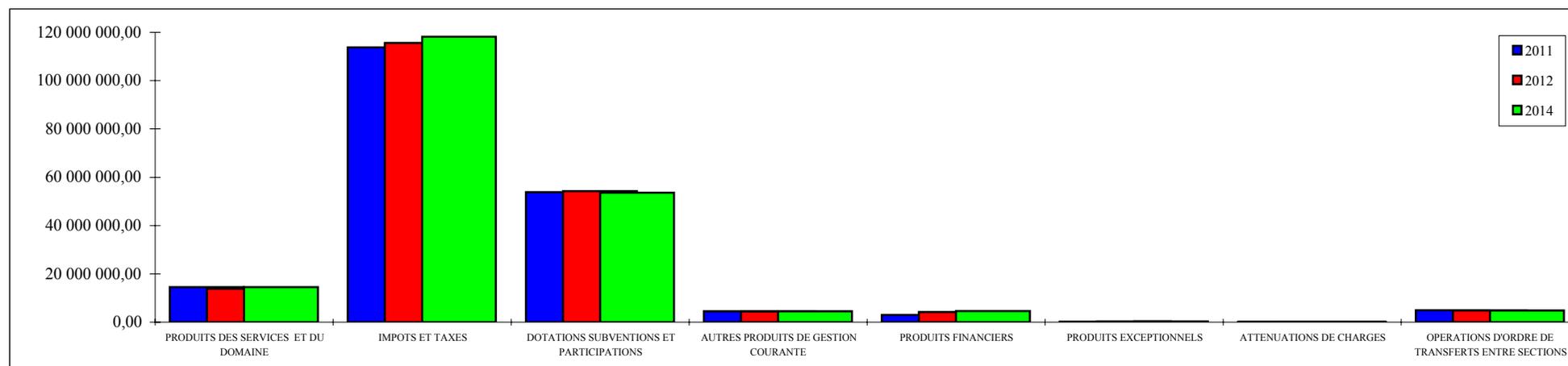
Emprunt : 3,6 €



1ère PARTIE - PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2011	BP PRINCIPAL 2012	BP PRINCIPAL 2014	% 2014 / 2013	Montant 2014 - 2013
70	PRODUITS DES SERVICES ET DU DOMAINE	14 456 906,00	13 839 051,00	14 464 030,00	4,52%	624 979,00
73	IMPOTS ET TAXES	113 756 996,00	115 584 956,00	118 219 232,00	2,28%	2 634 276,00
74	DOTATIONS SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	53 843 591,00	54 297 232,00	53 576 425,00	-1,33%	-720 807,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	4 528 636,00	4 365 587,00	4 556 904,00	4,38%	191 317,00
76	PRODUITS FINANCIERS	3 000 000,00	4 200 000,00	4 600 000,00	9,52%	400 000,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	194 872,00	295 238,00	356 042,00	20,59%	60 804,00
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	118 652,00	118 652,00	118 652,00	0,00%	0,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	4 899 600,00	4 878 500,00	4 825 975,00	-1,08%	-52 525,00
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		194 799 253,00	197 579 216,00	200 717 260,00	1,59%	3 138 044,00



I - FONCTIONNEMENT

I - 1 – LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Elles s'affichent à **200,7 M€** et **progressent de BP à BP de 1,59%** (+ **3,1 M€**). Le volume des inscriptions est affecté, en 2014, par la création des services communs (au niveau de l'agglomération) « Education à l'Environnement Durable » et « Propreté Urbaine ». Si la prise en charge de l'ensemble de ces dépenses est assurée par Tour(s)plus, des remboursements de charges (personnel et autres frais de fonctionnement), en fonction de l'utilisation de ces services, sont inscrits dans le budget de la Ville. De même, certaines prestations continuent à être assurées par la Ville mais donnent lieu à remboursement par la Communauté d'Agglomération.

Les principales variations à la hausse concernent les chapitres :

- 70 « **produits des services, du domaine et ventes diverses** » (14,5 M€ soit +0,6 M€) intégrant une revalorisation des tarifs de 1,5% ;
- 73 « **impôts et taxes** » (118,2 M€) qui progresse de 2,6 M€ (+2,28%) en relation avec l'accroissement du produit de la fiscalité directe (106,5 M€ soit +2,3 M€) et des différentes taxes indirectes (11,7 M€ soit +0,3 M€) ;
- 75 « **autres produits de gestion courante** » (4,6 M€ soit +0,2 M€) : cette rubrique enregistre le produit des revenus des immeubles et diverses redevances versées par les fermiers ;
- 76 « **produits financiers** » (4,6 M€ soit +0,4 M€), cette recette étant principalement composée des gains attendus sur les produits des « swaps » ;
- 77 « **produits exceptionnels** » (0,4 M€ soit +0,1 M€).

Les chapitres en baisse se rapportent aux comptes :

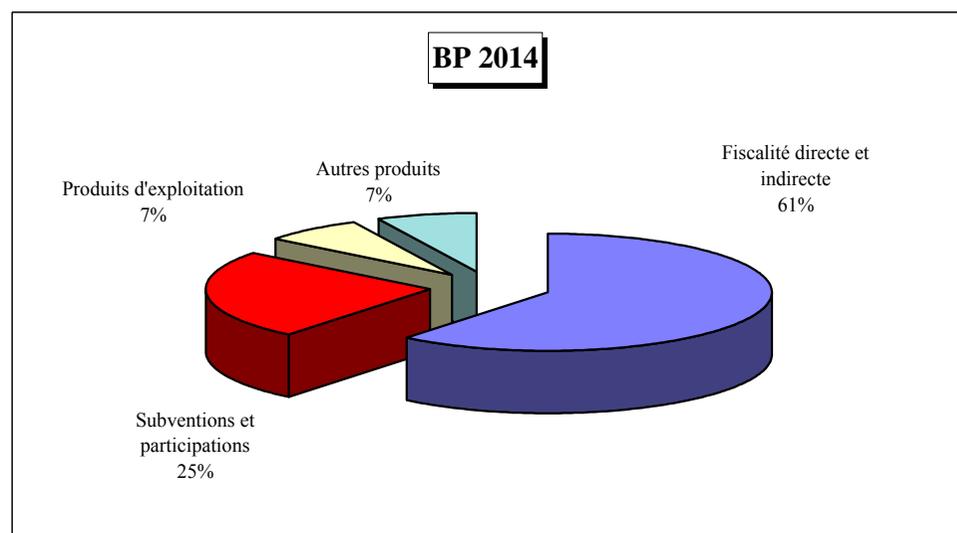
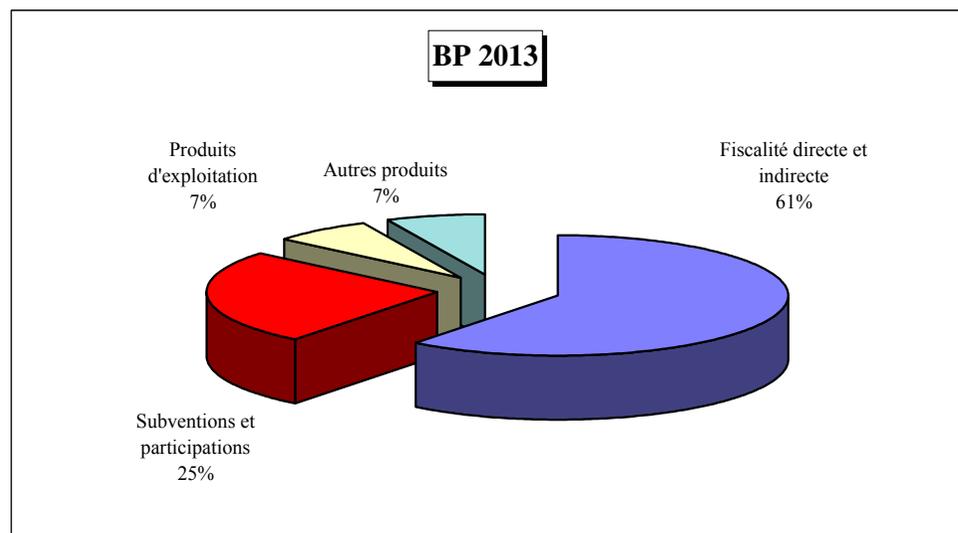
- 74 « **dotations, subventions et participations reçues** » (53,6 M€) qui décroît de 0,7 M€ (-1,33%) en corrélation avec la diminution des concours financiers versés par l'Etat (40,5 M€ soit -1,1 M€ de BP à BP), la baisse des allocations compensatrices (3,9 M€ soit -0,2 M€) et la hausse du montant des subventions de fonctionnement reçues (9,2 M€ soit +0,6 M€) ;
- les « **opérations d'ordre de transferts entre sections** » (4,8 M€ soit -0,1 M€) qui décrivent les mouvements comptables entre la section de fonctionnement (recettes) et celle d'investissement (dépenses) pour la valorisation des travaux en régie (4,6 M€) et la reprise au compte de résultat des subventions d'investissement reçues (0,2 M€).

Le chapitre 013 **atténuations de charges** (0,1 M€) reste stable en volume.

Le détail de l'évolution de ces différents chapitres vous est présenté ci-après.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	BP 2012	BP 2013	BP 2014	% d'évolution	Montant
Fiscalité directe et indirecte	118 022 909	119 668 447	122 089 232	2,02%	2 420 785
- Produits des impôts directs (dont reversements Tours plus)	102 479 996	104 180 956	106 488 232	2,21%	2 307 276
- Impôts et taxes indirects	11 277 000	11 404 000	11 731 000	2,87%	327 000
- Allocations compensatrices	4 265 913	4 083 491	3 870 000	-5,23%	-213 491
Subventions et participations	49 577 678	50 213 741	49 706 425	-1,01%	-507 316
- Concours financiers de l'Etat	41 478 755	41 674 158	40 538 023	-2,73%	-1 136 135
- Subventions de fonctionnement	8 098 923	8 539 583	9 168 402	7,36%	628 819
Produits d'exploitation	14 575 558	13 957 703	14 582 682	4,48%	624 979
- Redevances & recettes d'utilisation du domaine public	1 538 714	1 630 050	1 651 244	1,30%	21 194
- Prestations de services (recettes tarifaires)	8 174 459	8 187 751	7 937 911	-3,05%	-249 840
- Remboursements de frais et atténuations de charges	4 862 385	4 139 902	4 993 527	20,62%	853 625
Autres produits	12 623 108	13 739 325	14 338 921	4,36%	599 596
- Travaux en régie	4 586 000	4 586 000	4 586 000	0,00%	0
- Autres produits de gestion courante	4 528 636	4 365 587	4 556 904	4,38%	191 317
- Produits financiers	3 000 000	4 200 000	4 600 000	9,52%	400 000
- Produits exceptionnels et transferts de charges	508 472	587 738	596 017	1,41%	8 279
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	194 799 253	197 579 216	200 717 260	1,59%	3 138 044



La progression globale des recettes provenant de la fiscalité directe locale (taxes ménages) s'appuie essentiellement sur la variation nominale (+0,9%) et physique des bases d'imposition sachant que **les taux des taxes ménages (21,52% pour la taxe d'habitation, 21,55% pour le foncier bâti, 34,58% pour le foncier non bâti) ainsi que les quotités attachées aux abattements de la Taxe d'Habitation (TH) ne subiront pas de modification en 2014.**

A titre d'information, on rappellera ici que les taux de la taxe d'habitation (pour la part qui lui revient) soit 8,91%, de la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (2,18%), de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (8,78%) et de la cotisation foncière des entreprises (23,73%), fixés par Tour(s)plus, resteront eux aussi inchangés en 2014.

Les **ressources fiscales directes et indirectes** affichent un montant de 122,1 M€ en 2014, soit une progression de 2,02% (+2,4 M€) de BP à BP. Sous cette rubrique, sont comptabilisés le compte 73 « impôts et taxes » (118,2 M€) et une partie du compte 74 pour les allocations compensatrices (3,9 M€).

Le *produit des impôts directs* ressort à 106,4 M€ (+2,3 M€ soit +2,21% de BP à BP) et se répartit comme suit :

* 72,9 M€ de produit fiscal des trois taxes (contre 70,7 M€ au BP 2013 soit +2,2 M€) tenant compte d'une revalorisation forfaitaire de 0,9% des bases d'imposition pour 2014 et d'une progression physique moyenne de ces mêmes bases de 0,96% ;

* 33,5 M€ de reversements de Tour(s)plus prenant en compte le montant de l'attribution de compensation allouée en 2013, soit 32 M€ et celui de la dotation de solidarité communautaire de 1,5 M€ (+2%).

Les *allocations compensatrices* (3,9 M€) intègrent une correction à la baisse de -4,02% (-0,2 M€) entre le notifié 2013 (ajusté en Décision Modificative 2013) et le prévisionnel 2014 (-5,23% de BP à BP soit -0,2 M€). Ces compensations d'exonérations, versées au titre des taxes foncières et de la dotation unique spécifique TP/CFE, servent de variables d'ajustement au périmètre de l'enveloppe normée. Le PLF 2014 prévoit un recul de 14,47%, par rapport à 2013, des crédits affectés à ces dépenses.

La rubrique « *impôts et taxes* » (11,7 M€) augmente de 0,3 M€ sous l'effet de l'accroissement du rendement des taxes pour l'utilisation du domaine public (5,2 M€ soit +0,1M€), des « droits de mutation à titre onéreux » (4,1 M€ soit +0,1M€) et de « la taxe sur les consommations d'énergie » (2,4 M€ soit +0,1 M€).

**EVOLUTION DES DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT
BP 2014**

CONCOURS	CA 2010	CA 2011	CA 2012	Notifié 2013	BP 2014	DIFFERENCE 2014/2013	
						VALEUR	%
DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DOTATION FORFAITAIRE)	36 945 254 -1,05%	36 339 706 -1,64%	36 152 435 -0,52%	36 098 985 -0,15%	34 598 985	-1 500 000	-4,16%
DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE	4 012 510 1,20%	4 072 698 1,50%	4 141 934 1,70%	4 214 418 1,75%	4 270 000	55 582	1,32%
DOTATION SPECIALE INSTITUTEURS	2 808	0	0	0	0	0	
DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION	995 769	996 626	994 839	995 172	995 172	0	0,00%
- HYGIENE	986 172	986 172	986 172	986 172	986 172	0	0,00%
- BIBLIOTHEQUE	0	0	0	0	0		
- URBANISME - ASSURANCE	9 597	10 454	8 667	9 000	9 000		
DOTATION NATIONALE DE PEREQUATION	1 220 341	534 963	641 956	673 866	673 866	0	0,00%
S/TOTAL	43 176 682	41 943 993	41 931 164	41 982 441	40 538 023	-1 444 418	-3,44%
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (coefficient déflateur)	-146 498 (-21,60%)	-244 416 (-27,41%)	-380 142 (-39,32%)	0 0,00%			
TP/CFE	1 173 398 -9,06%	1 086 443 -7,41%	908 230 -16,40%	759 970 -16,32%	650 000	-109 970	-14,47%
TOTAL	44 203 582 0,59%	42 786 020 -3,21%	42 459 252 -0,76%	42 742 411 0,67%	41 188 023	-1 554 388	-3,64%

Le poste "**subventions et participations reçues**" enregistre une diminution de 1,01% (-0,5 M€) pour atteindre un montant global de **49,7 M€** au BP 2014.

Pour les *concours financiers de l'Etat (40,5 M€ attendus pour 2014)* inclus dans l'enveloppe normée, les inscriptions tiennent compte des mesures votées par le Parlement lors de l'examen de la loi de finances 2014 intégrant, notamment, une diminution de 1,5 Md€ des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales (hors FCTVA et produit des amendes de police).

Ainsi, concernant *la dotation forfaitaire de la DGF*, la part « complément de garantie », qui représente la portion la plus importante de cette enveloppe, sera affectée par un écrêtement de -1,5 M€ correspondant à la réduction attendue pour la Ville, calculée en multipliant le coefficient retenu pour les communes (0,74%) par les recettes réelles de fonctionnement de 2012. C'est pourquoi, la *dotation forfaitaire de la DGF* (34,6 M€) est en diminution de -4,16 % entre le montant attribué en 2013 (36,1 M€) et le prévisionnel 2014. Pour mémoire, l'inscription au BP 2013 ressortait à 35,8 M€.

Pour la *Dotation de Solidarité Urbaine et de Cohésion Sociale* (4,3M€ prévus pour 2014), l'objectif affiché par le PLF pour 2014 est d'affecter un crédit complémentaire de 60 M€ pour soutenir la péréquation verticale. Le montant pour la Ville devrait donc légèrement augmenter en 2014 même si la majeure partie de la hausse globale serait concentrée, comme en 2013, au profit des 250 villes de plus de 10 000 habitants les plus défavorisées (Tours était classée au 322ième rang en 2013 au regard d'un indice synthétique de critères de ressources et de charges comme le potentiel financier, le nombre de logements sociaux, le revenu moyen par habitant...).

Le montant de la *Dotation Nationale de Péréquation* a considérablement baissé en 2011 depuis que l'effort fiscal de la Ville qui permet de mesurer le niveau de la pression fiscale supportée par les ménages, est devenu inférieur à l'effort fiscal moyen des contribuables relevant de la même strate démographique. En attente des données actualisées permettant de déterminer l'attribution pour 2014, il vous est proposé de reconduire le montant notifié en 2013 (0,6 M€) sachant que le PLF 2014 prévoit que le montant global consacré à la DNP sera abondé de 10 M€ par rapport à celui mis en répartition en 2013.

Pour la *Dotation Générale de Décentralisation (1M€)* qui concerne essentiellement la compensation "hygiène", le PLF 2014 prévoit une reconduction en valeur des crédits consacrés aux dotations de compensation des charges transférées dans le cadre de la décentralisation. L'évolution de cette dotation n'est donc plus indexée sur le taux de progression de la DGF d'où la constance affichée sur cette ligne ces trois dernières années et la stabilité proposée pour 2014.

Au total, la somme des concours financiers de l'Etat à la Ville pour le fonctionnement **diminuerait de 3,44% entre le montant notifié 2013 et le prévisionnel 2014 (-1,4 M€) et de -2,73% (-1,1 M€) de BP à BP** après les régularisations positives (+0,3 M€) constatées en 2013.

	Réel 2010	Réel 2011	Réel 2012	Notifié 2013	BP 2014	Différence 2014/2013	
						Valeur	%
PRODUIT DES TAXES							
T. H.	32 104 054	32 987 854 2,75%	34 558 141 4,76%	35 421 705 2,50%	36 100 000	678 295	1,91%
T.F.P.B.	33 181 240	34 244 050 3,20%	35 297 983 3,08%	36 044 746 2,12%	36 700 000	655 254	1,82%
T.F.P.N.B.	153 510	157 627 2,68%	145 470 -7,71%	141 916 -2,44%	140 000	-1 916	-1,35%
TOTAL DU PRODUIT	65 438 804	67 389 531	70 001 594	71 608 367	72 940 000	1 331 633	1,86%
ALLOCATIONS COMPENSATRICES							
T.H.	2 775 922	2 787 004	2 833 491	2 811 628	2 800 000	-11 628	-0,41%
T.F.P.B. et NB	551 630	561 885	509 637	460 478	420 000	-40 478	-8,79%
T.P./CFE (à partir de 2011 Dotation unique spécifique)	1 173 398	1 086 443	908 230	759 970	650 000	-109 970	-14,47%
Fraction salaires	300 367						
Abat. 16%	873 031						
TOTAL ALLOCATIONS	4 500 950	4 435 332	4 251 358	4 032 076	3 870 000	-162 076	-4,02%
TOTAL GENERAL	69 939 754	71 824 863	74 252 952	75 640 443	76 810 000	1 169 557	1,55%

Pour les *subventions reçues* (9,2 M€), un ajustement à la hausse de 0,6 M€ peut être envisagé pour 2014 compte tenu des augmentations de recettes récurrentes constatées sur ce poste provenant principalement des participations reçues de :

- la Caisse d'Allocations Familiales d'Indre et Loire au titre des compétences « petite enfance » et « jeunesse » (+0,3 M€),
- l'Etat (+ 0,3 M€) pour l'accompagnement des communes à la mise en place des nouveaux rythmes scolaires.

Les produits d'exploitation (14,6 M€) augmentent, de BP à BP, de 0,6 M€ (+4,48%) avec le remboursement, par Tour(s)plus, des prestations proposées par la Ville pour le fonctionnement du service commun de la propreté urbaine (garage municipal et carburant).

La variation des principales composantes de ce poste s'établit comme suit :

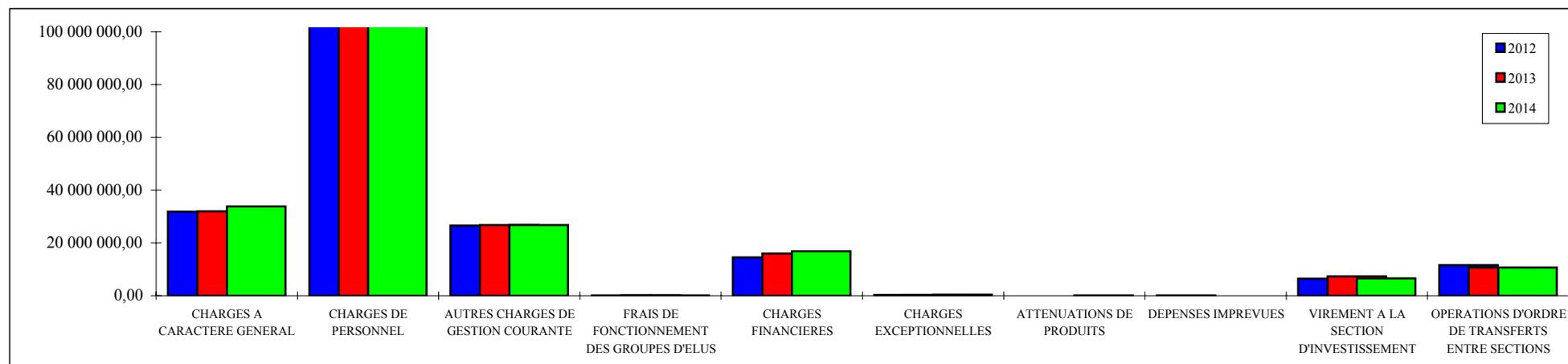
- une stabilisation des *redevances et recettes d'utilisation du domaine public* (1,7 M€) ;
- une baisse de -0,2 M€ des prévisions provenant *des prestations de services* (7,9 M€), à savoir les redevances et droits des services à caractère culturel, sportif, social...
 - +0,8 M€ sur la ligne consacrée *aux remboursements de frais* (5 M€) qui comptabilise :
 - des reversements sur rémunérations (0,9 M€) provenant principalement de Tour(s)plus au titre de la mutualisation (Direction Générale, Direction des Ressources Humaines, Communication...), du Comité des Œuvres Sociales (COS) de la Ville de Tours, de l'EPCC de l'Ecole supérieure des Beaux Arts Tours, Angers, Le Mans ;
 - des remboursements de charges de Tour(s)plus (2,4 M€) au titre, d'une part, des équipements donnés en gestion à la Ville mais reconnus d'intérêt communautaire (Médiathèque François Mitterrand, Pôle Nautique du Cher, Piscine du Mortier...) et, d'autre part, de la prise en charge des déplacements des élèves des classes maternelles et primaires de la ville de Tours ainsi que les prestations du service de la propreté urbaine (+0,8 M€) ;
 - de recouvrement divers (1,7 M€) dont les charges locatives pour des bâtiments donnés en location.

Les autres produits (14,3 M€) progressent de 4,36% (+0,6 M€) et se répartissent ainsi :

- 4,6 M€ de *valorisation des travaux* effectués par les agents municipaux en régie ;
- 4,5 M€ (+0,2 M€) *d'autres produits de gestion courante* provenant principalement des revenus des immeubles et de diverses redevances versées par les fermiers (0,5 M€) dont la Société de Chauffage des Bords du Cher (SCBC) et la Société du Marché de Gros ;
- 4,6 M€ de *produits financiers* (contre 4,2 M€ soit +0,4 M€) attendus principalement sur la gestion des opérations de "swaps" ;
- 0,6 M€ de *produits exceptionnels* dont 0,2 M€ d'amortissements de subventions d'équipement transférées au compte de résultat.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2012	BP PRINCIPAL 2013	BP PRINCIPAL 2014	% 2014 / 2013	Montant 2014 - 2013
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	31 864 849,00	31 950 560,00	33 872 006,00	6,01%	1 921 446,00
012	CHARGES DE PERSONNEL	103 278 787,00	104 311 575,00	105 354 690,00	1,00%	1 043 115,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	26 587 723,00	26 784 525,00	26 767 645,00	-0,06%	-16 880,00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	100 000,00	100 000,00	100 000,00	0,00%	0,00
66	CHARGES FINANCIERES	14 530 049,00	16 019 000,00	16 898 000,00	5,49%	879 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	284 113,00	282 640,00	357 290,00	26,41%	74 650,00
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	31 524,00	31 524,00	66 524,00	111,03%	35 000,00
022	DEPENSES IMPREVUES	50 000,00	5 418,00	0,00	-100,00%	-5 418,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	6 471 103,00	7 392 869,00	6 600 000,00	-10,72%	-792 869,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	11 601 105,00	10 701 105,00	10 701 105,00	0,00%	0,00
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		194 799 253,00	197 579 216,00	200 717 260,00	1,59%	3 138 044,00



I - 2 – LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Pour 2014, l'évolution de **1,59% (+3,1 M€)** des charges de fonctionnement (**200,7 M€**) est marquée par :

- une progression de + 6,01% (+1,9 M€) des crédits consacrés au **fonctionnement des services** (chapitre 011 : 33,9 M€) : la création du service commun « propreté urbaine » impacte fortement l'évolution de ce chapitre avec l'inscription d'une somme de 1,3 M€ au titre des remboursements de charges (autres que celles du personnel) à verser à Tour(s)plus. En fait, cette dépense nouvelle est gagée par les économies générées sur les crédits de services (0,5 M€ dont 0,2 M€ sur ce chapitre) et par l'inscription d'une recette complémentaire de 0,8 M€ (voir la rubrique des recettes consacrée aux remboursements de frais).

- une croissance modérée de 1% **des dépenses de personnel** (chapitre 012 : 105,3 M€) nécessitant un abondement de crédits de 1 M€ ;

- des **autres charges de gestion courante** (chapitre 65 : 26,8 M€) reconduites à l'identique et regroupant les subventions versées, les contingents obligatoires et les indemnités attribuées aux élus ;

- des **frais de fonctionnement des groupes d'élus** stables à 0,1 M€,

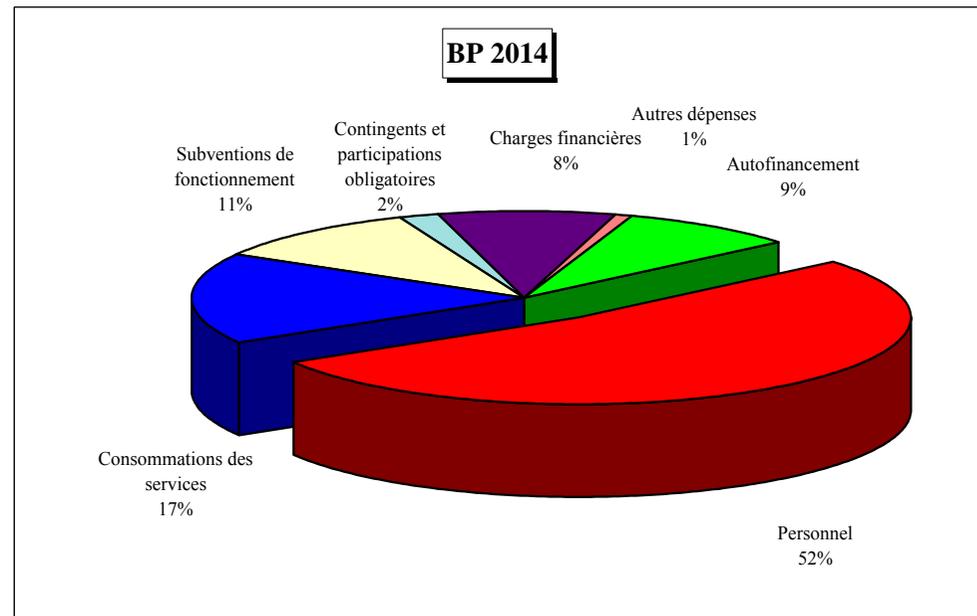
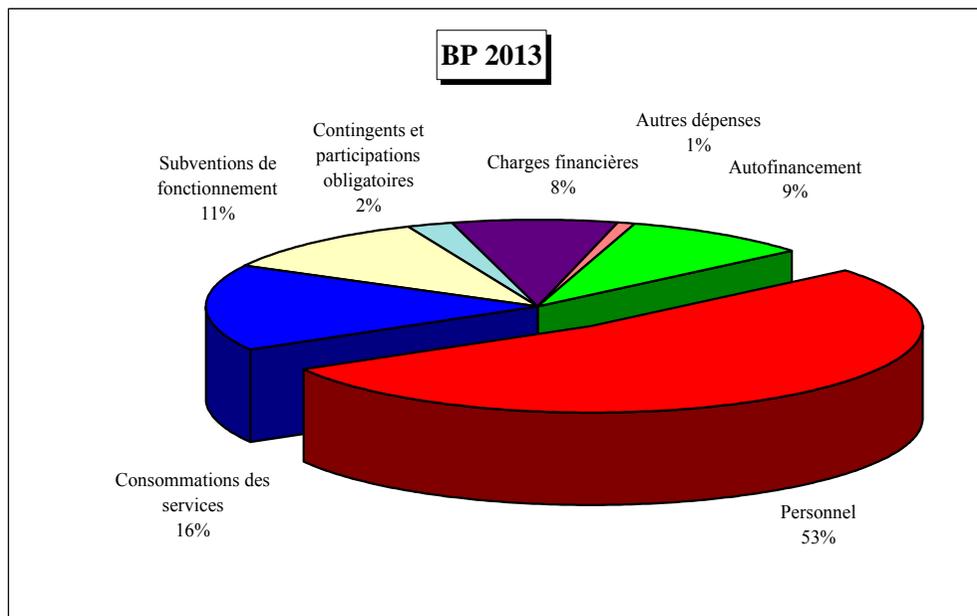
- des **charges financières** (chapitre 66) en hausse de 5,49% (+0,9 M€) et atteignant 16,9 M€ ;

- **des autres dépenses** (charges exceptionnelles et atténuations de produits) en légère progression (+0,1 M€) et s'affichant à 0,4 M€ ;

- un **autofinancement global**, composé du virement à la section d'investissement (chapitre 023 pour 6,6 M€) et des dotations aux amortissements (chapitre 042 pour 10,7 M€), arrêté à 17,3 M€ en léger recul (-0,8 M€) par rapport au BP 2013.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	BP 2012	BP 2013	BP 2014	% d'évolution	Montant
<i>Personnel</i>	103 278 787	104 311 575	105 354 690	1,00%	1 043 115
<i>Consommations des services</i>	31 864 849	31 950 560	33 872 006	6,01%	1 921 446
<i>Subventions de fonctionnement</i>	21 455 382	21 507 026	21 588 358	0,38%	81 332
<i>Contingents et participations obligatoires</i>	4 093 150	4 137 190	3 897 378	-5,80%	-239 812
<i>Charges financières</i>	14 530 049	16 019 000	16 898 000	5,49%	879 000
<i>Autres dépenses</i>	1 504 828	1 559 891	1 805 723	15,76%	245 832
<i>Autofinancement</i>	18 072 208	18 093 974	17 301 105	-4,38%	-792 869
- Dotations aux amortissements et aux provisions	11 601 105	10 701 105	10 701 105	0,00%	0
- Autofinancement complémentaire	6 471 103	7 392 869	6 600 000	-10,72%	-792 869
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	194 799 253	197 579 216	200 717 260	1,59%	3 138 044



Concernant **les frais de personnel**, pour 2014, le Gouvernement n'a pas prévu de faire varier la valeur du point d'indice de la fonction publique. Les crédits complémentaires affectés à ce poste de dépenses serviront donc principalement à financer le coût du GVT (Glissement - Vieillesse - Technicité) qui retrace l'incidence des avancements et promotions, le relèvement du SMIC et des cotisations CNRACL, la revalorisation indiciaire des agents relevant de la catégorie C, le déploiement en année pleine du nouveau régime indemnitaire... Pour atteindre cet objectif, les efforts d'optimisation et d'adaptation des services de la Ville devront être poursuivis en veillant à maintenir la même qualité de service public offert aux habitants et sans remettre en cause le mode de gestion principal retenu pour l'exploitation des services à savoir la régie municipale.

Les crédits affectés à la **consommation des services** (33,9 M€) augmentent de 6,01% (+1,9M€) en 2014. En réalité, après retraitement du mouvement touchant le remboursement de frais à Tour(s)plus pour le service de la propreté urbaine, c'est près de 0,8 M€ de dépenses supplémentaires qui a pu être mis en place pour satisfaire les besoins nouveaux. Ces crédits complémentaires serviront principalement à financer des demandes liées à la confection des repas de la cuisine centrale, à l'augmentation du prix de l'énergie (gaz, électricité, carburants...) et des assurances, à la croissance des besoins concernant les garderies périscolaires, les centres de loisirs ainsi que la prise en compte, en année pleine, des nouveaux rythmes scolaires.

Le montant des **subventions de fonctionnement** versées (21,6 M€) ne progresse que de 0,38% (+0,1 M€).

La somme dégagée après la réduction de 2,5% (-30 000€) de la participation versée à la SEM "Tours Evènements" pour le fonctionnement du Centre des Congrès Vinci, sert à financer l'augmentation de la contribution versée au C.C.A.S. qui atteint 5,3 M€ (+ 0,1 M€) dès le BP 2014.

Par ailleurs, tous les autres secteurs associatifs se voient attribuer une enveloppe globale équivalente à celle votée au BP 2013.

Les contingents et participations obligatoires (3,9 M€) diminuent de 0,3 M€ (-5,80%) en 2014. La prise en charge, par Tour(s)plus, du traitement des déchets (0,3 M€) explique la diminution constatée sous cette rubrique. La principale inscription concerne la dotation versée au Service Départemental d'Incendie et de Secours au titre du contingent incendie (2,9 M€ inscrits pour 2014).

Les charges financières s'élèvent à 16,9 M€ en 2014 (contre 16 M€ au BP 2013) en augmentation de 5,49% soit + 0,9 M€.

A l'intérieur de ce poste, il y a lieu de distinguer les frais relevant des intérêts des emprunts courants et les coûts se rapportant à l'utilisation des lignes de trésorerie. Sous l'effet de la diminution de l'encours de la dette et des taux d'intérêt, ces charges diminuent de 0,6 M€ entre les deux exercices.

Par ailleurs, la gestion d'une opération particulière de « swaps » nécessite l'inscription d'une dépense avec, en contrepartie, une recette complémentaire sur la ligne des produits financiers. Si la charge de ce « swaps » progresse sensiblement en 2014 (+1,5 M€), la recette correspondante des autres opérations dégage un produit de 4,5 M€ pour 2014.

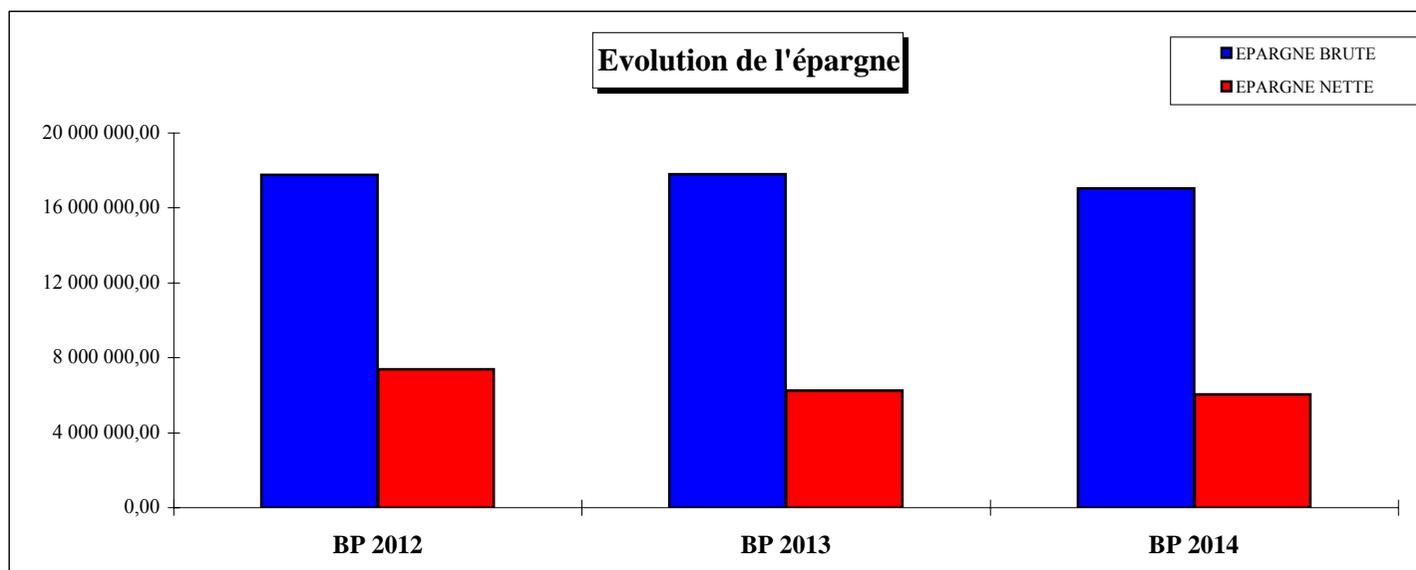
En résumé, la répartition des charges financières s'opère de la manière suivante :

- Intérêts des emprunts :	BP 2014 : 11,2 M€ - BP 2013 : 11,7 M€ (-0,5 M€)
- Intérêts des lignes de trésorerie et CLTR :	BP 2014 : 0,2 M€ - BP 2013 : 0,3 M€ (-0,1 M€)
- Autres charges financières :	BP 2014 : 5,5 M€ - BP 2013 : 4,0 M€ (+1,5 M€)

Les autres dépenses (1,8 M€ soit +0,2 M€) regroupent principalement les indemnités de fonction et les frais de missions des élus (1 M€), les frais de fonctionnement des groupes d'élus (0,1 M€), les pertes sur créances irrécouvrables (0,1 M€), les charges exceptionnelles (0,35 M€ soit +0,1 M€) ainsi que les atténuations de produits (0,05 M€) et diverses autres dépenses (0,2 M€ soit +0,1 M€).

L'autofinancement, constitué des dotations aux amortissements et du prélèvement, mobilisera 17,3 M€ (-0,8 M€).

BUDGET PRINCIPAL	BP 2012	BP 2013	BP 2014	Montant 2014 - 2013	% 2014 / 2013
Recettes réelles de fonctionnement (a)	189 899 653,00	192 700 716,00	195 891 285,00	3 190 569,00	1,66%
Dépenses réelles de fonctionnement (sauf intérêt) (b)	160 064 045,00	162 883 242,00	167 665 155,00	4 781 913,00	2,94%
Capacité courante de financement (c)=(a-b)	29 835 608,00	29 817 474,00	28 226 130,00	-1 591 344,00	-5,34%
Intérêts (y compris rattachement des I.C.N.E.) (d)	12 077 000,00	12 016 000,00	11 165 000,00	-851 000,00	-7,08%
EPARGNE BRUTE	17 758 608,00	17 801 474,00	17 061 130,00	-740 344,00	-4,16%
Taux d'épargne	9,35%	9,24%	8,71%	-0,53%	-5,72%
Capital remboursé opérations courantes (f) (hors refinancement) (comprend la variation du CLTR)	10 368 656,00	11 553 894,00	11 019 788,00	-534 106,00	-4,62%
EPARGNE NETTE	7 389 952,00	6 247 580,00	6 041 342,00	-206 238,00	-3,30%



I - 3 - LES RATIOS - L'AUTOFINANCEMENT

Pour 2014, la **capacité courante de financement** s'établit à **28,2 M€** (-1,6 M€ de BP à BP) en relation avec une progression moindre des recettes réelles de fonctionnement (+1,66% soit +3,2 M€) par rapport à l'évolution des dépenses réelles (hors intérêts financiers de l'exercice) soit +2,94% (+4,8 M€).

Comme la charge des intérêts diminue de 0,8 M€ (-7,08%) en 2014, l'**épargne brute** s'élève à **17,1 M€** (-0,7 M€) au stade du BP.

Par contre, la baisse du capital remboursé (-0,5 M€ soit 11 M€ en 2014), limite la réduction de l'**épargne nette** qui s'affiche à **6 M€** en 2014 (contre 6,2 M€ au BP 2013), soit une légère diminution de 0,2 M€ entre les deux exercices.

Les ratios obligatoires, qui représentent les autres indicateurs financiers, vous sont exposés ci-après.

RATIOS BP 2014

COMMUNE DE TOURS	BUDGET PRIMITIF 2014
-------------------------	-----------------------------

I - INFORMATIONS GENERALES INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (municipale et comptée à part - colonne h du recensement INSEE)	138 268
Nombre de résidences secondaires	1 442
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère	Tour(s)plus

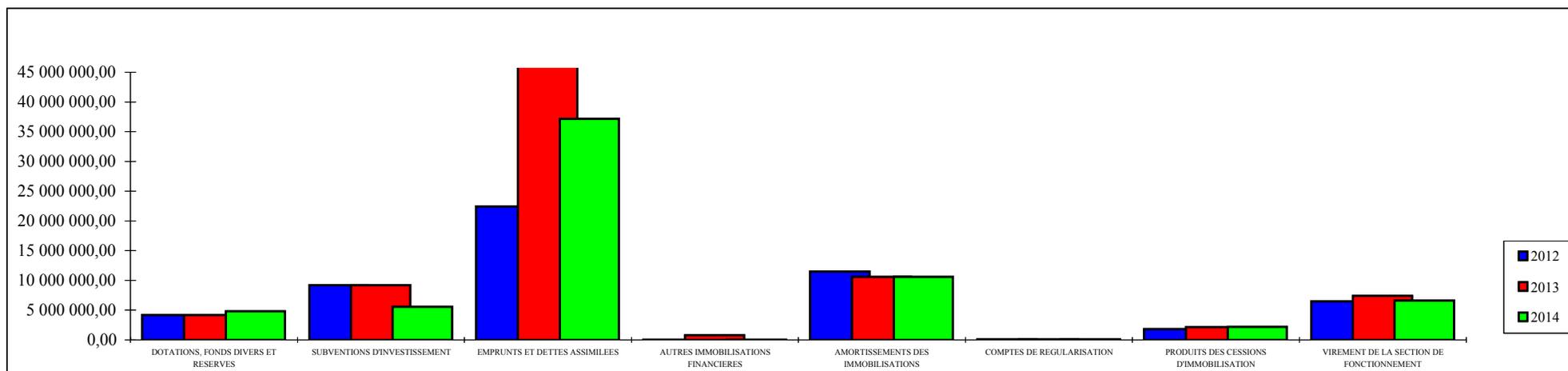
Informations fiscales (N-2)						
Fiche DGF 2013	Potentiel fiscal et financier		Valeurs par hab. pour la commune (Pop. DGF)		Moyennes nationales de la strate/hab.	
	Fiscal	Financier			Fiscal	Financier
3 Taxes	85 024 186		608,16			
4 Taxes	122 223 566	157 754 852	874,24	1 128,38		1 250,87

Informations financières - ratios -	Valeurs communales	Moyennes nationales (1)
1 Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie/population	1 293,36	1 162,00
2 Produit des taxes / population	527,53	552,00
3 Recettes réelles de fonctionnement/population	1 416,75	1 374,00
4 Dépenses d'équipement/population	164,76	280,00
5 Encours de dette/population	1 604,34	1 081,00
6 Dotation globale de fonctionnement/population	285,99	274,00
7 Dépenses de personnel/Dépenses réelles de fonctionnement	58,9%	55,9%
8 Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal des trois taxes	85,8%	110,0%
9 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement de la dette en capital/R.R.F.	96,9%	92,7%
10 Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement	13,9%	20,4%
11 Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement	113,2%	78,7%

(1) Source : D.G.C.L. "Les collectivités locales en chiffres 2013" (Strate de plus de 100 000 habitants hors Paris)
 Dernier recensement connu et publié de la DGCL à partir des données des comptes au 1er janvier 2013
<http://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres-2013>

RECETTES D'INVESTISSEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR NATURE		BP PRINCIPAL 2012	BP PRINCIPAL 2013	BP PRINCIPAL 2014	% 2014 / 2013	Montant 2014 - 2013
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	4 200 000,00	4 200 000,00	4 800 000,00	14,29%	600 000,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	9 200 470,00	9 225 020,00	5 591 100,00	-39,39%	-3 633 920,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	22 444 004,00	50 637 445,00	37 157 245,00	-26,62%	-13 480 200,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	38 391,00	763 000,00	38 000,00	-95,02%	-725 000,00
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	11 500 000,00	10 600 000,00	10 600 000,00	0,00%	0,00
48	COMPTE DE REGULARISATION	101 105,00	101 105,00	101 105,00	0,00%	0,00
024	PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATION	1 800 000,00	2 160 000,00	2 200 000,00	1,85%	40 000,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	6 471 103,00	7 392 869,00	6 600 000,00	-10,72%	-792 869,00
	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	55 755 073,00	85 079 439,00	67 087 450,00	-21,15%	-17 991 989,00



II - L'INVESTISSEMENT

II - I - LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

L'évolution des masses budgétaires de cette section n'est pas significative d'une année sur l'autre, compte-tenu des opérations particulières qui peuvent affecter le volume des inscriptions (en recettes et dépenses) notamment celles consacrées aux emprunts.

A ce titre, pour 2013, le chapitre 16 «**emprunts et dettes assimilées**» (37,2 M€) diminue de 13,5 M€ en lien avec le besoin affiché sur la ligne consacrée à la capacité de tirage des «Crédits à Long Terme Renouvelables» (27,7M€ contre 43,1 M€) alors que l'emprunt nouveau reste stable à 7,5 M€.

«**Les dotations, fonds divers et réserves**» (4,8 M€) progressent de 0,6 M€ entre les deux exercices et intègrent le FCTVA pour 4,1 M€ et la taxe d'aménagement pour 0,7 M€.

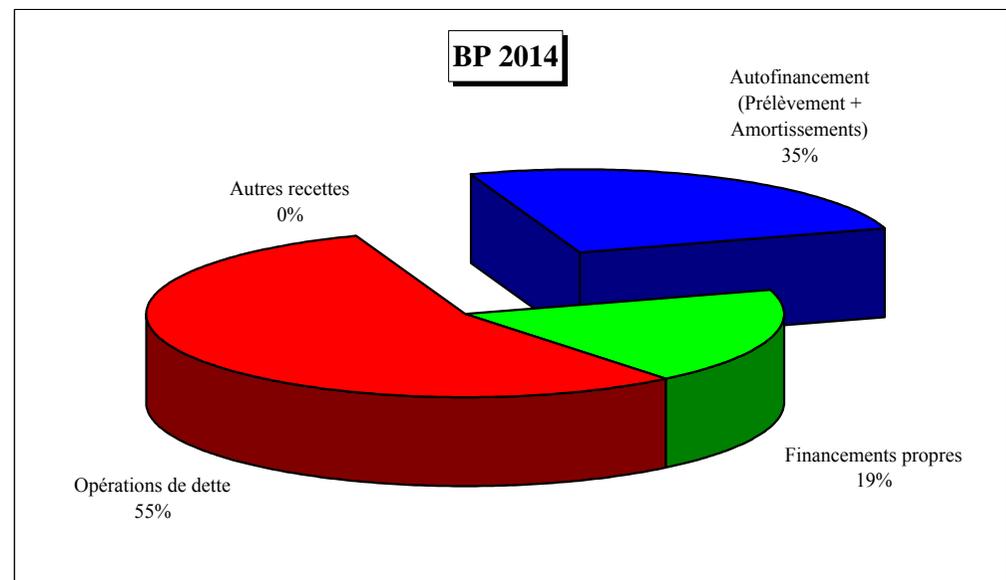
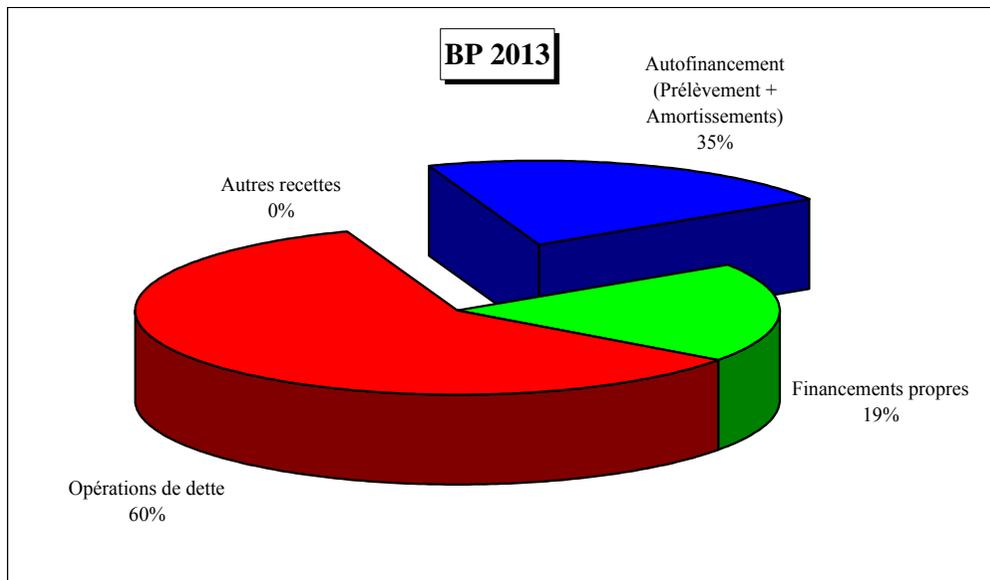
Le compte 13 «**subventions d'investissement**» (5,6 M€ au BP 2014 soit -3,6 M€ par rapport au BP 2013) enregistre les subventions d'équipement reçues (3,1 M€ soit -3,4 M€) et le produit des amendes de police (2,5 M€ soit -0,2 M€).

Les «**autres immobilisations financières**» totalisent un montant de créances de 0,05 M€ (-0,7 M€) alors que les «**cessions d'actifs**» sont évaluées à 2,2 M€ (idem qu'en 2013).

Les autres postes de recettes, à savoir les comptes 28 «**amortissements des immobilisations**» (10,6 M€), 48 «**comptes de régularisation**» (0,1 M€) et 021 «**virement de la section de fonctionnement**» (6,6 M€), constituent l'**autofinancement** de la section d'investissement qui ressort à 17,3 M€.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

RECETTES D'INVESTISSEMENT	BP 2012	BP 2013	BP 2014	% d'évolution	Montant
<i>Autofinancement (amortissement + prélèvement)</i>	18 072 208	18 093 974	17 301 105	-4,38%	-792 869
<i>Financements propres</i>	15 238 861	16 348 020	12 629 100	-22,75%	-3 718 920
- Dotations et amendes de police (FCTVA, T.A., amendes de police)	6 700 000	6 900 000	7 300 000	5,80%	400 000
- Cessions d'actifs	1 800 000	2 160 000	2 200 000	1,85%	40 000
- Créances	38 391	763 000	38 000	-95,02%	-725 000
- Subventions d'investissement & opérations sous mandat	6 700 470	6 525 020	3 091 100	-52,63%	-3 433 920
<i>Opérations de dette</i>	22 440 004	50 633 945	37 154 245	-26,62%	-13 479 700
- Emprunts nouveaux	7 500 000	7 500 000	7 500 000	0,00%	0
- Crédits long terme renouvelable	14 940 004	43 133 945	27 734 245	-35,70%	-15 399 700
- Réaménagement de dettes			1 920 000		1 920 000
<i>Autres recettes</i>	4 000	3 500	3 000	-14,29%	-500
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT	55 755 073	85 079 439	67 087 450	-21,15%	-17 991 989



Les recettes d'investissement sont constituées des financements propres de cette section, qu'ils soient d'origine interne (autofinancement, cessions d'actifs, créances) ou externe (FCTVA, Taxe d'aménagement, amendes de police, subventions) et une ressource exogène à la collectivité (l'emprunt).

En dehors de l'autofinancement (17,3 M€), les autres **financements propres** s'élèvent à **12,6 M€ en 2014**, contre 18,1 M€ au BP 2013, soit une variation de **-3,7 M€** répartis comme suit :

- le FCTVA : 4,1 M€ (contre 3,6 M€ au BP 2013 soit +0,5 M€) ; le montant attribué en 2013 s'est élevé à 4,2 M€ ;
- la Taxe d'Aménagement (ex Taxe Locale d'Équipement) : 0,7 M€ (+0,1 M€) ;
- le produit des amendes de police : 2,5 M€ (-0,2 M€) soit le montant notifié de 2013 ;
- les créances : 0,05 M€ (-0,7 M€) après la non-reconduction d'une recette de 0,7M€ correspondant à un différé de paiement provenant de la vente d'un terrain ;
- les cessions d'actifs : 2,2M€ (idem) ;
- Les subventions : 3,1 M€ (contre 6,5 M€ soit -3,4 M€). A ce titre, peuvent être citées les participations provenant de :
 - Tour(s)plus pour 1 M€ affecté à l'aménagement du quartier des Deux Lions ;
 - la Région Centre pour 1,6 M€ au titre du Contrat de Solidarité Territoriale de l'Agglomération de Tours signé pour la période 2014/2018 (transfert de l'ESBA sur le site Mame, programme de la gestion alternative des espaces verts, optimisation énergétique des bâtiments communaux) ;
 - le Département d'Indre et Loire pour 0,4 M€ en lien avec la signature du Contrat de Développement Solidaire de l'Agglomération de Tours 2014-2016 (transfert de l'ESBA sur le site Mame) ;
 - autres partenaires pour 0,1 M€.

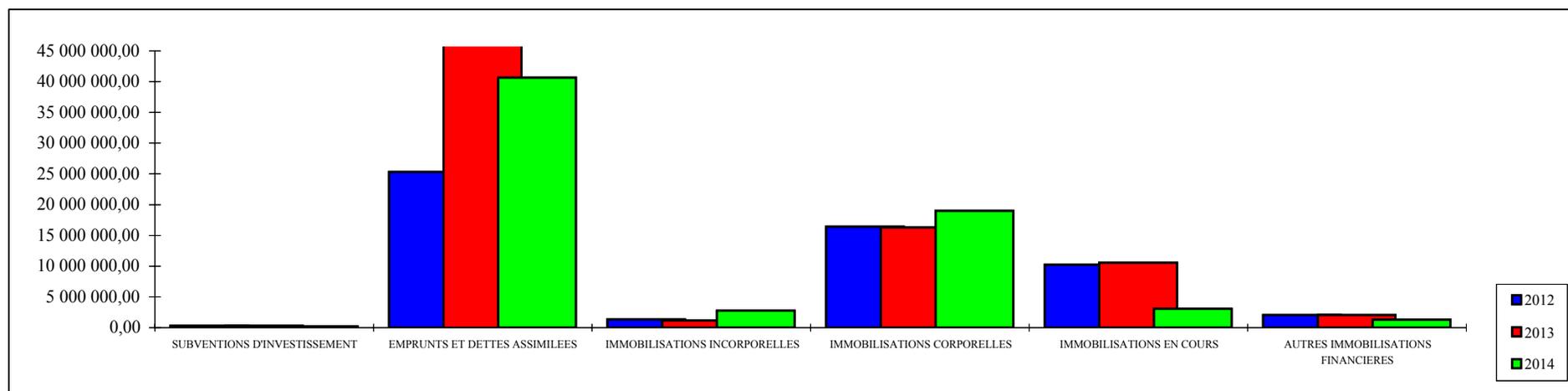
Le besoin d'**emprunt** pour 2014 est arrêté à la somme de 7,5 M€ soit un montant équivalent à celui inscrit au BP 2013.

La ligne consacrée aux C.L.T.R. (27,7 M€) trouve sa contrepartie en dépenses d'investissement pour un même montant. Ces inscriptions servent à satisfaire les besoins en crédits budgétaires nécessaires à la mobilisation de ces emprunts qui fonctionnent comme des lignes de trésorerie.

Par ailleurs, une somme de 1,9 M€ est inscrite en refinancement de dette pour rembourser, par anticipation, un emprunt à taux variable souscrit, en 2012, à des conditions de marge dégradées (+2,35%).

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (REELLES + ORDRE) BUDGET PRINCIPAL

COMPTE PAR CHAPITRE		BP PRINCIPAL 2012	BP PRINCIPAL 2013	BP PRINCIPAL 2014	% 2014 / 2013	Montant 2014 - 2013
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	313 600,00	292 500,00	239 975,00	-17,96%	-52 525,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	25 318 860,00	54 696 839,00	40 678 533,00	-25,63%	-14 018 306,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 364 180,00	1 187 200,00	2 767 065,00	133,07%	1 579 865,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	16 423 660,00	16 285 600,00	19 004 150,00	16,69%	2 718 550,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	10 268 300,00	10 574 300,00	3 078 430,00	-70,89%	-7 495 870,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 043 000,00	2 043 000,00	1 317 000,00	-35,54%	-726 000,00
020	DEPENSES IMPREVUES	23 473,00	0,00	2 297,00	#DIV/0!	2 297,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		55 755 073,00	85 079 439,00	67 087 450,00	-21,15%	-17 991 989,00



II - 2 - LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

L'impact de la variation de certains postes de recettes se retrouve automatiquement sur l'évolution des lignes de dépenses et notamment sur le chapitre 16 «**emprunts et dettes assimilées**» (40,7 M€) qui diminue de 14 M€ en 2014.

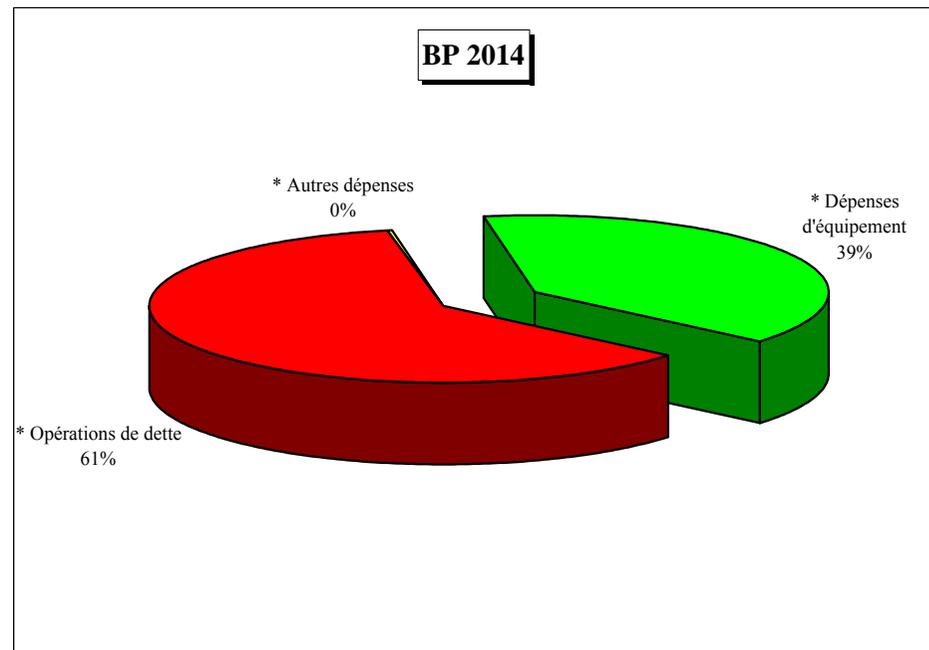
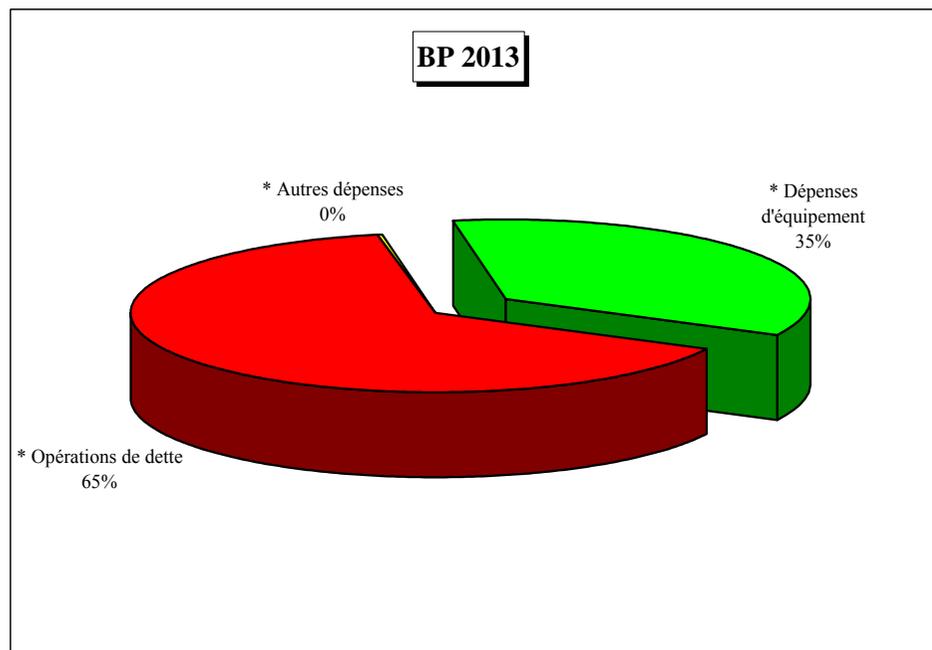
Pour le reste des dépenses, qui concerne essentiellement les sommes consacrées **au plan d'équipement**, soit **26,2 M€** (comptes 20 à 27), la ventilation des articles par nature des programmes conduit à des répartitions différentes d'un exercice sur l'autre.

Le compte 13 «**Subventions d'Investissement**» (0,2 M€) regroupe un mouvement d'ordre de reprise des subventions d'investissement au compte de résultat trouvant sa contrepartie en recettes de fonctionnement.

Le détail de ces rubriques vous est présenté dans les pages qui suivent.

EVOLUTION PAR NATURE DU BUDGET PRINCIPAL

DEPENSES D'INVESTISSEMENT	BP 2012	BP 2013	BP 2014	% d'évolution	Montant
* <i>Dépenses d'équipement</i>	30 099 140	30 090 100	26 166 645	-13,04%	-3 923 455
* <i>Opérations de dette</i>	25 308 660	54 687 839	40 674 033	-25,63%	-14 013 806
- Remboursement de la dette (y compris part CLTR)	10 368 656	11 553 894	11 019 788	-4,62%	-534 106
- Crédit long terme renouvelable (droit de tirage)	14 940 004	43 133 945	27 734 245	-35,70%	-15 399 700
- Réaménagement de la dette			1 920 000		1 920 000
* <i>Autres dépenses</i>	347 273	301 500	246 772	-18,15%	-54 728
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	55 755 073	85 079 439	67 087 450	-21,15%	-17 991 989



Le montant total du **Plan d'Équipement** 2014 s'élève à **26,2 M€** conformément aux engagements pris lors du débat d'orientation budgétaire. Par contre, le montant des autorisations de programme sera en progression importante en rapport avec les opérations incluses dans les contrats d'agglomération.

Si l'on consolide cette enveloppe avec les opérations prises en charge par la Communauté d'Agglomération Tour(s)plus (14,4 M€), celles financées sur le budget annexe de l'eau (4 M€), ce sont **près de 44,5 M€** qui seront investis sur le territoire de la Ville en 2014.

Pour le budget principal de la Ville, le financement de ce plan d'équipement est assuré par l'épargne nette pour 6 M€ (23%), les autres financements propres dégagés de la section d'investissement pour 9,6 M€ (37%), les subventions reçues pour 3,1 M€ (12%) et par l'emprunt pour 7,5 M€ (28%).

Le détail de ces différents programmes vous est exposé dans les tableaux ci-après avec le montant des autorisations de programme votées.

La répartition **des opérations de dette** se décline de la manière suivante :

- 11 M€ consacrés au remboursement courant du capital des emprunts (contre 11,6 M€ en 2013 soit 0,5 M€) ;
- 27,7 M€ affectés à l'utilisation des C.L.T.R. (contre 43,1 M€ soit -15,4 M€) ;
- 1,9 M€ dédié à l'opération de réaménagement de dette.

Liste des programmes d'investissement

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
ANIMATION COMMERCIALE ET PATRIMONIALE		
<p>COMMERCE WC publics sur les marchés et terrain des fêtes foraines Fête foraine : matériel éclairage public / bornes foraines</p> <p>PATRIMOINE Fouilles sur site Marmoutier Site Marmoutier : travaux conservatoires pour ouverture au public</p>		<p>20 000 5 000 15 000</p> <p>30 000 20 000 10 000</p>
TOTAL ANIMATION COMMERCIALE ET PATRIMONIALE		50 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
JEUNESSE		
<u>GROUPES SCOLAIRES</u>		3 935 000
<u>Bâtiments</u>		
- Travaux de grosses réparations		400 000
- Logements de fonction - Conciergerie		10 000
- Remise en état des locaux accueil périscolaire		50 000
- Groupe scolaire J.Fontaine : reconstruction école élémentaire (AP 137)	5 045 300	2 800 000
- Groupe scolaire J.Fontaine : reconstruction école élémentaire - 2ème phase (AP 152)	6 905 000	15 000
- Alarmes anti-intrusion		25 000
- Groupe scolaire Saint-Exupéry : étanchéité des terrasses		110 000
<u>Equipements</u>		
- Dotation mobilier dans les écoles		70 000
- Dotation matériel pédagogique		35 000
- Plan multimedia dans les écoles		160 000
- Aménagement des cours d'écoles		210 000
- Mobilier pour accueil dans les écoles		20 000
- Aires de jeux scolaires : rénovation		30 000
<u>RESTAURANTS SCOLAIRES</u>		300 650
Cuisine centrale : acquisition de matériels		90 650
Programme de mobilier dans les restaurants scolaires		20 000
Programme de renouvellement des fours et des lave-vaisselles		40 000
Traitement accoustique de salles de restauration		30 000
Restaurant municipal : solution d'encaissement avec badge		20 000
Groupe scolaire Ferry / Pitard : extension des locaux de restauration (AP 151)	200 000	100 000
<u>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET PROFESSIONNEL</u>		40 000
AFPP Preuilly - Travaux de sécurité		40 000
TOTAL JEUNESSE		4 275 650

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
SPORTS		
<u>BATIMENT</u>		603 000
- CMS - Mise en sécurité générale du site (incendie-SSI)		100 000
- CMS - Patinoire : remplacement du groupe froid du snack		8 000
- Bâtiments sportifs - Travaux de grosses réparations		400 000
- Bâtiments sportifs - Réfection alarme anti-intrusion		25 000
- Stade de la Vallée du Cher - Raccordement de la panneautique à LED		45 000
- Complexe sportif de la Vallée du Cher :		
Construction d'un bloc vestiaires/sanitaires pour terrain n°10 (AP 153)	1 000 000	20 000
- Dojo Van Hauwe : extension et/ou restucturation des locaux (AP 154)	5 996 000	5 000
<u>EQUIPEMENTS EXTERIEURS</u>		135 000
- Travaux 1ère urgence (plateaux sportifs, zones accostage etc...)		60 000
- Création de 2 parcours santé (parcs Ste-Radegonde et Cousinerie)		30 000
- Stade de la Vallée du Cher : rénovation asphalte coursive sud-ouest		45 000
<u>SERVICE DES SPORTS</u>		280 000
- Matériels et équipements		200 000
- Travaux en régie		80 000
TOTAL SPORTS		1 018 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
CULTURE		
- Conservatoire à Rayonnement Régional		125 000
Acquisition d'instruments et matériel de musique		25 000
Travaux de grosses réparations		70 000
Extension alarme incendie et vol		20 000
Réfection de la chapelle (AP 155)	2 153 000	10 000
- Bibliothèque		410 000
Acquisition d'ouvrages		250 000
Rétroconversion d'ouvrages - 1ère tranche		10 000
Travaux d'étanchéité de la terrasse, et travaux d'amélioration		150 000
- Musée des Beaux Arts		260 000
Chantier des collections : Restauration		50 000
Réalisation d'un cheminement handicapés dans la cour intérieure :		
- Rampe d'accès à la partie haute		30 000
Bâtiment Service Educatif : réfection encadrements pierre des lucarnes		40 000
Restructuration du bâtiment annexe pour billetterie et cafeteria (AP 156)	2 392 000	20 000
Réfection du parquet de la salle Orientaliste		60 000
Réfection des peintures au 1er et 2ème étage		60 000
- Museum d'Histoire Naturelle		48 500
Réalisation de la signalétique intérieure et extérieure		22 000
Installation d'une climatisation dans le bureau du biologiste		7 000
Chantier des collections : Restauration		19 500
- EPCC Tours, Angers, Le Mans		1 455 000
Acquisition de matériels		25 000
Plan d'informatisation de l'ESBA		30 000
Transfert de l'Ecole sur le Site Mame : aquisition en VEFA + déménagement (AP 150)	5 000 000	1 400 000
- Musée Saint-Martin		6 000
Restauration de 4 fresques provenant de la Tour Charlemagne		6 000
- Grand Théâtre		75 000
Remplacement des batteries d'éclairage de secours		25 000
Purge des éléments instables des façades		50 000
- Centre chorégraphique national de Tours		8 143
Réfection du plancher de danse		8 143
- Chapelle des Capucins		10 000
Installation d'un pôle d'ensemble de musiques anciennes (AP 157)	1 000 000	10 000
TOTAL CULTURE		2 397 643

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
ENVIRONNEMENT		
<u>PARCS ET JARDINS</u>		717 000
Création et rénovation de jardins partagés et familiaux		50 000
Régénération des parcs forestiers		10 000
Travaux divers de grosses réparations		5 000
Matériel, mobilier de jardin et signalétique installés en régie		50 000
Cheptel et collections		7 000
Jardin Botanique - Présentation et animation des collections botaniques		20 000
Mise aux normes des enclos animaliers		10 000
Restauration de jardins historiques		15 000
Rénovation des plans d'eau et rives		40 000
Aménagement d'un parcours ludique jardin de la Grenouillère		70 000
Travaux en régie		160 000
Valorisation Main d'Oeuvre		280 000
<u>Matériel</u>		150 000
Divers matériels Parcs et Jardins (spécialisé et outillage)		100 000
Acquisition de bacs d'orangerie		15 000
Acquisition de bacs urbains (accompagnement végétalisé du TRAM)		35 000
TOTAL ENVIRONNEMENT		867 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
SOCIAL		
<u>EQUIPEMENTS SOCIAUX</u>		655 000
CRECHES		
Crèches (travaux de grosses réparations)		130 000
Acquisition de matériel et mobilier pour les crèches		80 000
Crèche Hallebardier : travaux de reprise suite aux expertises		80 000
Crèche - Etude (AP 158)	3 000 000	10 000
Aménagement des cours de crèches		30 000
PATRONAGES ET EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS		
Patronages et équipements socio-culturels - travaux et mobilier		70 000
CENTRES DE LOISIRS		
La Charpraie : Réaménagement bâtiments Tilleul et Chêne - 2ème tranche		80 000
Centres de loisirs - Opérateurs		80 000
DIVERS		
Aires de jeux d'enfants dans les quartiers		70 000
Centre d'hébergement A.Thomas : grosses réparations		25 000
<u>AUTRES</u>		394 222
Logement social (AP 144)	760 000	368 000
Subventions à verser en annuités		26 222
<u>COHESION SOCIALE</u>		220 000
Subventions d'équipement		40 000
Conseils de la Vie Locale		140 000
Equipement divers - renouvellement de matériels		40 000
TOTAL SOCIAL		1 269 222

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
VIE DE LA CITE		
<u>Mairie Centrale</u>		260 000
Aménagement de Services		50 000
Mairie : amélioration confort themique coursive nord		35 000
Hôtel de Ville - consolidation d'éléments de façades		30 000
Bâtiment Heurteloup - réaménagement des locaux RDC Sud en sallle réunions		115 000
Bâtiment Heurteloup - remplacement de l'onduleur		10 000
Espace J.Villeret - travaux de grosses réparations		20 000
<u>TRAVAUX SUR LES BATIMENTS PUBLICS</u>		1 426 500
Travaux de bâtiments		150 000
Travaux de sécurité dans divers bâtiments		100 000
<u>Mise en conformité des installations électriques :</u>		
- Installations électriques		40 000
- Ascenseurs		40 000
- Alarmes incendie		30 000
<u>Travaux sur les installations techniques:</u>		
- Rénovation des portes piétonnes et industrielles		30 000
- Remplacement des pompes de relevage		9 500
- Extension d'alarmes anti-intrusion		7 000
- Travaux sur paratonnerres		10 000
Accessibilité handicapés : diagnostic et travaux		180 000
Domaine d'Azay le Ferron - Château - Grosses répartions et sécurisation		30 000
Extension des locaux du Centre Funéraire (AP 139)	920 000	360 000
Salle familiale des Fontaines : grosses réparations		20 000
Dalle de Rochepinard - Etanchéité de la dalle et rénovation de l'escalier d'accès		45 000
Digitalisation des plans municipaux		25 000
<u>Travaux en Régie</u>		
- Bâtiments -Crédits matériaux		100 000
- Bâtiments - Valorisation Main d'Oeuvre		250 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
<u>SECURISATION ET AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT</u>		1 910 000
- Remboursement créances P4 dossier PPP chauffage urbain (AP 104)	4 229 430	360 000
- Mairie : réfection des armoires électriques		10 000
- Hôtel de Ville : travaux de sécurité incendie		30 000
- Hôtel de Ville : désamiantage du sous-sol		70 000
- Mise en conformité légionelle		30 000
- Diagnostic moyens d'aération et surveillance qualité de l'air dans les ERP		30 000
- Réfection des TGBT dans locaux transformateurs		20 000
- Diagnostic amiante et plomb		60 000
- Travaux de désamiantage et déplombage		400 000
- Amélioration des performances énergétiques : travaux d'économies d'énergies		250 000
- Amélioration des performances énergétiques : travaux d'accompagnement		200 000
- Production d'énergie renouvelable : panneaux photovoltaïques		100 000
- Production d'énergie renouvelable : Crédits d'études de faisabilité		20 000
- Contrat Performance Energétique : Crédits d'études		20 000
- Smart Grid		30 000
- Création de 5 bornes pour véhicules électriques		50 000
- Véhicules propres		50 000
- Production horticole : régulation climatique des serres		30 000
- Matériel Gestion Adaptée (Parcs Jardins)		50 000
- Gestion alternative et outils interactifs de sensibilisation à la biodiversité dans les jardins		100 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
<u>EDIFICES CULTUELS</u>		50 000
Eglise St-Symphorien : relevage complet de l'orgue - expertise instrument		15 000
Eglise St-Saturnin : travaux de réfection du sol		25 000
Diverses églises : interventions sur cloches et horloges		10 000
<u>CIMETIERES</u>		105 500
Travaux divers		50 000
<u>Travaux en régie</u>		
Crédits matériaux		30 500
Valorisation Main d'Oeuvre		25 000
POLICE MUNICIPALE		200 000
Acquisitions diverses		20 000
Radio numérique		150 000
Terrain d'accueil des gens du voyage : réfection du système de télégestion		30 000
<u>AUTRES</u>		65 000
Matériel et Fêtes : divers matériels		20 000
Archives Municipales - Achat et Restauration de documents anciens		13 000
Archives Municipales - Numérisation des documents anciens		7 000
Archives Municipales - Equipement en rayonnage métallique / Bibliothèque des Fontaines		5 000
Service Population : Numérisation des actes d'Etat Civil		20 000
TOTAL VIE DE LA CITE		4 017 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
ADMINISTRATION LOGISTIQUE MUNICIPALE		
<u>LOCAUX D'EQUIPES MUNICIPALES</u>		
		74 000
Ateliers de la Milletière : modification du portail d'entrée au site		42 000
Locaux Parcs et Jardins Ste-Radegonde : travaux		12 000
Parc Autos : garage municipal - mise aux normes des fosses à vidange		20 000
<u>PARC AUTOS</u>		
		95 000
Grosses réparations		80 000
Matériel Parcs autos		15 000
<u>EQUIPEMENT MATERIEL</u>		
		535 130
- Enveloppe matériel		120 000
- Renouvellement de véhicules		300 000
- Autocommutateur de la mairie : renouvellement (AP 136)	535 000	20 000
Sécurité Civile et Prévention		
- Matériel de défense civile et incendie		10 000
- Sécurité Hôtel de Ville : Contrôle accès parking et bâtiment Hôtel de Ville		20 000
- Equipement du Centre de Supervision Urbain		15 000
Ressources Humaines		
- Prévention professionnelle : matériel		15 000
- Personnel handicapé : matériel		10 000
- Informatisation de la DRH (Formation Ciril) - (AP 118)	282 630	25 130
<u>MOYENS DE GESTION COMMUN</u>		
		848 500
Plan des actions envers la population et modernisation des méthodes de travail		210 000
Accès, sécurité et vidéosurveillance des bâtiments et lieux publics		130 000
Programmes particuliers des services		175 000
Plan Espaces Publics Numériques		7 000
Site Internet et Intranet		10 000
Sécurisation et renforcement du système d'information		120 000
Application métiers - droit d'usage et licence complémentaire		29 000
Plan climat : gestion de prêt de véhicule + logiciel		17 500
Renouvellement du logiciel financier (AP 159)	400 000	150 000
TOTAL ADMINIST. LOGIST. MUNICIPALE		1 552 630

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS		
<u>TRAVAUX CONFIES AUX SEM</u>		3 546 500
S.E.T. Quartier 2 lions		2 045 430
Haut de la rue Nationale : participations (AP 147)	10 227 263	1 501 070
<u>PROGRAMMES ANNUELS DE VOIRIE</u>		1 137 000
Travaux de voirie - Chaussées		700 000
Travaux de voirie - Trottoirs		400 000
Travaux d'accompagnement régie - matériel		37 000
<u>OPERATIONS PARTICULIERES</u>		245 000
Démolition d'immeubles		20 000
PVR Milletière		40 000
Parvis chapelle St-Libert		5 000
Futur espace public Boulevard Wagner le long de l'opération NR		180 000
<u>INFRASTRUCTURES ROUTIERES</u>		85 000
Garde corps + portiques + glissières de sécurité		35 000
Inspection des ouvrages d'art		50 000
<u>AMENAGEMENT URBAIN</u>		550 000
Acquisitions foncières		100 000
Plan d'embellissement		450 000
<u>ECLAIRAGE PUBLIC</u>		495 500
Rénovation des réseaux / matériel d'éclairage / mise en lumière des réseaux		350 000
Matériel pour rénovation des réseaux d'éclairage public		70 000
Accompagnement à la dissimulation des réseaux		64 000
Matériel et outillage		1 500
Acquisition décors de Noël		10 000
<u>SUIVIS DES CONCESSIONS</u>		230 000
Investissement sur réseau EDF suite à opérations d'urbanisme		30 000
Audit de concession ERDF et contrôle concession		50 000
Dissimulation des réseaux aériens		150 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
<u>EAUX PLUVIALES</u>		145 000
Fourniture de tampons fonte		20 000
Renforcement des talus rue de Suède (Fontaine de Mié)		75 000
Mise en séparatif EU / EP secteur Champ Chardon		50 000
<u>BASSINS ET FONTAINES</u>		12 000
Acquisition de matériel et outillage		2 000
Remplacement des pompes dans divers bassins		10 000
<u>VOIRIE FLUVIALE</u>		62 000
Acquisition de matériel et outillage		2 000
Remplacement matériel électromécanique		10 000
Remplacement rambardes barrage sur le Cher et signalisation noyades		50 000
<u>AUTRES</u>		30 000
Subventions de ravalement		30 000
<u>CIRCULATION - STATIONNEMENT</u>		420 000
Aménagement des pistes cyclables		100 000
Aménagement de sécurité		40 000
Signalisation tricolore		40 000
Equipement ateliers		5 000
Matériel spécifique (maintenance et rénovation)		20 000
Mobilier urbain		30 000
Jalonnement		35 000
Mise en accessibilité PMR		50 000
Stationnement payant		100 000

PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT - BP 2014

Libellés	Montant de l'AP	Programmes d'Investissement BP 2014
<u>TOPOGRAPHIE ET CARTOGRAPHIE</u>		70 000
Travaux topographiques		20 000
Mise à jour du plan topographique urbain		15 000
Licence COVADIS brigade topo		35 000
<u>HYGIENE - DESINFECTION - FOURRIERE</u>		31 000
Renouvellement matériel canipropre		6 000
Matériel de désinfection		5 000
Poste de désinfection : remplacement des portes de garage		20 000
<u>TRAVAUX EN REGIE</u>		3 660 500
Crédits matériaux		750 000
Valorisation Main d'Oeuvre		2 910 500
TOTAL AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS		10 719 500
Total Général des Programmes d'Investissement 2014		26 166 645

Libellés	Crédits de paiement
ECONOMIE	3 664 000
Quartier des 2 Lions	958 000
CPA Pierre et Marie Curie	126 000
FISAC - Aménagement abords Rotonde	200 000
Signalétique sites activités Tours Nord	100 000
Parc des expositions (NASCAR)	750 000
Requalification Menneton	30 000
CERTEM PLUS 2ème tranche	1 500 000
SPORTS	3 541 333
Rénovation Piscine Bozon FDC	306 087
Boulodrome	2 255 246
Terrain de sports de la Chambrerie	30 000
Pôle nautique - Aménagement de locaux	100 000
Terrain synthétique des Fontaines	750 000
Rivière de contournement - Aménagement de locaux	100 000
CULTURE	5 300 000
Centre d'Art Contemporain O.Debré	5 300 000
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS	430 000
Franchissement dénivelé Gare de Tours	430 000
ENVIRONNEMENT	240 000
Bois rue de la Chambrerie	40 000
Réhabilitation bâtiment agricole Gloriette	200 000
TOURISME	50 000
Auberge de jeunesse	50 000
TRANSPORT	190 000
Parc relais Mayer	70 000
Liaison Grandmont Trousseau	70 000
Liaison Heurteloup Vaucanson	50 000
ASSAINISSEMENT	921 000
Divers Investissements	921 000
Total Général des Programmes d'Investissement 2014	14 336 333

INVESTISSEMENTS PROGRAMMES SUR LA VILLE DE TOURS EN 2014

Libellés	Programmes d'Investissement Ville de Tours	Programmes d'Investissement Tour(s) Plus	Programmes d'Investissement Budgets annexes	Total par Domaine
ANIMATION COMMERCIALE ET PATRIMONIALE	50 000			50 000
ECONOMIE		3 664 000		3 664 000
JEUNESSE	4 275 650			4 275 650
SPORTS	1 018 000	3 541 333		4 559 333
CULTURE	2 397 643	5 300 000		7 697 643
ENVIRONNEMENT	867 000	240 000		1 107 000
SOCIAL	1 269 222			1 269 222
VIE DE LA CITE	4 017 000			4 017 000
ADMINISTRATION LOGISTIQUE MUNICIPALE	1 552 630			1 552 630
AMENAGEMENTS ET COMMUNICATIONS URBAINS	10 719 500	430 000		11 149 500
TOURISME		50 000		50 000
TRANSPORT		190 000		190 000
EAU			4 019 000	4 019 000
ASSAINISSEMENT		921 000		921 000
Total Général des Programmes d'Investissement 2014	26 166 645	14 336 333	4 019 000	44 521 978

**EVOLUTION DE L'ENCOURS
BUDGET PRINCIPAL
AU 31/12/N**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
ENCOURS DETTE HORS CLTR DE LA VILLE (1)	244 645 578	221 278 754	222 214 714	224 161 570	197 884 471	195 520 371	192 944 506	224 208 198
<i>EVOLUTION</i>	1 119 337 0,46%	-23 366 824 -9,55%	935 960 0,42%	1 946 856 0,88%	-26 277 099 -11,72%	-2 364 100 -1,19%	-2 575 865 -1,32%	31 263 692 16,20%
ENCOURS C.L.T.R. (2)	3 578 889	24 414 705	21 873 080	19 427 647	43 602 725	43 133 945	41 832 714	7 049 234
<i>EVOLUTION</i>	-762 249 -17,56%	20 835 816 582,19%	-2 541 625 -10,41%	-2 445 433 -11,18%	24 175 078 124,44%	-468 780 -1,08%	-1 301 231 -3,02%	-34 783 480 -83,15%
ENCOURS TOTAL (3) = (1+2)	248 224 467	245 693 459	244 087 794	243 589 217	241 487 196	238 654 316	234 777 220	231 257 432
<i>EVOLUTION</i>	357 088 0,14%	-2 531 008 -1,02%	-1 605 665 -0,65%	-498 577 -0,20%	-2 102 021 -0,86%	-2 832 880 -1,17%	-3 877 096 -1,62%	-3 519 788 -1,50%

II - 3 – L'ENCOURS DE LA DETTE

L'encours de dette estimé au **31/12/2014** s'élèverait à **231,26 M€** (contre 234,79 M€ au 31/12/2013) soit une diminution de **3,5 M€** entre les deux exercices.

En 2014, la Ville remboursera 11 M€ alors qu'elle ne mobilisera que 7,5 M€ d'emprunts nouveaux.

Depuis 1995, cet encours a diminué de 52,7 M€ (284 M€ en 1995).

D'autres indicateurs peuvent être cités qui traduisent les bons résultats obtenus autour de la gestion active de la dette :

- emprunt nouveau : 19 M€ en 1995; au BP 2014 : 7,5 M€ ;
- l'annuité de la dette : 37 M€ en 1995 ; 22,2 M€ en 2014 ;
- encours de dette/population : 2 120€ en 1995 ; 1 604€ au BP 2014 ;
- capacité de désendettement (encours/CAF brute) : 43 ans en 1995 ; 13 ans au BP 2014.

2ème PARTIE - PRESENTATION DES BUDGETS ANNEXES

SERVICE DE L'EAU - BUDGET PRIMITIF 2014 - FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE		CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	2 010 448,00	2 148 262,00	137 814,00	6,85%	70	Ventes de produits	10 209 675,00	10 529 900,00	320 225,00	3,14%
012	Charges du personnel et frais ass	2 335 458,00	2 430 458,00	95 000,00	4,07%	77	Produits exceptionnels	10 000,00	10 000,00	0,00	0,00%
65	Autres charges de gestion couran	6 967 000,00	7 334 000,00	367 000,00	5,27%	75	Autres produits de gestion courante	6 963 000,00	7 330 000,00	367 000,00	5,27%
66	Charges financières	248 080,00	230 963,00	-17 117,00	-6,90%	042	Opérat. ordre transf. entre sect.	520 000,00	520 000,00	0,00	0,00%
67	Charges exceptionnelles	75 500,00	82 300,00	6 800,00	9,01%	013	Atténuation de charges	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00%
014	Atténuation de produits	2 716 000,00	2 700 000,00	-16 000,00	-0,59%						
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00%						
023	Virement à la sect. d'investissem	1 351 689,00	1 465 417,00	113 728,00	8,41%						
	DEPENSES TOTALES	17 704 175,00	18 391 400,00	687 225,00	3,88%		RECETTES TOTALES	17 704 175,00	18 391 400,00	687 225,00	3,88%

SERVICE DE L'EAU - BUDGET PRIMITIF 2014 - INVESTISSEMENT

CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE		CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
040	Opérat. ordre transf. entre sect.	520 000,00	520 000,00	0,00	0,00%	16	Emprunts et dettes assimilées	994 811,00	958 583,00	-36 228,00	-3,64%
16	Emprunts et dettes assimilées	378 500,00	385 000,00	6 500,00	1,72%	040	Opérat. ordre transf. entre sect.	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	0,00%
20	Immobilisations incorporelles	45 000,00	90 000,00	45 000,00	100,00%	021	Virement de la sect d'exploit.	1 351 689,00	1 465 417,00	113 728,00	8,41%
21	Immobilisations corporelles	2 703 000,00	3 169 000,00	466 000,00	17,24%						
23	Immobilisations en cours	700 000,00	260 000,00	-440 000,00	-62,86%						
	DEPENSES TOTALES	4 346 500,00	4 424 000,00	77 500,00	1,78%		RECETTES TOTALES	4 346 500,00	4 424 000,00	77 500,00	1,78%

**BUDGET ANNEXE DE L'EAU
BUDGET PRIMITIF 2014**

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 22,8M€, soit :

- ♦ 18,4 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 4,4 M€ pour la section d'investissement.

Les recettes d'exploitation provenant de la vente de l'eau (10,5 M€) affichent une augmentation de +3,14% soit +0,3 M€ (contre 1,8% entre 2012 et 2013). Cette progression est basée à la fois sur la revalorisation des tarifs de +1,5% et sur les ventes d'eau programmées à certaines communes de l'agglomération.

Les charges à caractère général (2,1 M€) augmentent de +6,85% (+0,1 M€). Cette progression provient principalement de la hausse des prix des matières premières (+7% pour les fluides).

Les dépenses du personnel (2,4 M€) croissent de +4% (+0,1 M€). Le recrutement de deux agents en décembre 2013, combiné avec la mise en place du nouveau régime indemnitaire, explique, pour partie, cette variation.

Les charges financières (0,2 M€) baissent de 6,90% (contre -3% entre 2012 et 2013). L'encours de la dette diminue de 0,4 M€ pour s'établir, au 31/12/2014, à 4,8M€.

L'autofinancement net ressort à 3,46 M€ et permet de financer, en grande partie, le plan d'équipement (PE) 2014. L'emprunt nouveau s'affiche à 0,95 M€ contre 1M€ l'an dernier.

Le montant du PE 2014 s'élève à 4 M€. Cette année, l'effort se concentre sur les dépenses de gestion patrimoniale courante (renouvellement des réseaux) et sur la mise en place du périmètre de protection des zones de captages défini dans le code de la santé publique (article L-1321-2) qui s'impose à chaque producteur d'eau.

Le détail des différentes opérations du PE 2014 vous est présenté ci-après.

BUDGET DE L'EAU - PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT 2014

Libellés	Montant de L'AP	Programmes d'Investissement 2014
<u>FRAIS DE RECHERCHE</u>		40 000
Mise à jour plans de repérage réseaux		10 000
Travaux topographiques		30 000
<u>CONSTRUCTIONS DE BATIMENTS</u>		550 000
Gros travaux d'entretien de bâtiments (dont retrait amiante)		150 000
Réfection de l'étanchéité des réservoirs enterrés Rives du Cher		400 000
<u>INSTALLATIONS A CARACTERE SPECIFIQUE</u>		2 075 000
Renouvellement canalisations diverses rues		1 700 000
Imprévus pour prestations urgentes		30 000
Extension réseau chemin Jacques IBERT		15 000
Canalisations intérieures réservoirs Rives du Cher		30 000
Fronçage de drain puits 9 Ile Aucard et décolmatage anciens drains		150 000
Remplacement synoptique salle de contrôle Ile Aucard		50 000
Extension réseaux d'eau av. Montjoyeux		50 000
Opération Platinium (Abattoirs Tours Nord)		50 000
<u>MATERIEL INDUSTRIEL</u>		60 000
Imprévus pour réparations sur matériel		30 000
Acquisition de matériels et outillages		30 000
<u>MATERIELS SPECIFIQUES</u>		260 000
Grosses réparations sur matériels hydrauliques et renouvellement		80 000
Acquisition de matériels et outillages spécifiques eau potable		30 000
Dispositif de comptage		150 000
<u>INSTALLATIONS COMPLEXES SPECIALISEES</u>		20 000
Cables immergés		20 000
<u>MATERIEL DE TRANSPORT</u>		112 000
Grosses réparations sur matériel roulant		32 000
Acquisition de véhicules + Canot à moteur		80 000

Libellés	Montant de L'AP	Programmes d'Investissement 2014
<u>MATERIEL BUREAUTIQUE ET INFORMATIQUE</u>		32 000
Matériels informatiques (administratifs) + Serveur hébergeant l'application O2		22 000
Acquisition de matériels et logiciels informatiques industriels pour télégestion		10 000
<u>Autre Matériel pour le Service</u>		10 000
Mobiliers de bureau		5 000
Autres immobilisations corporelles		5 000
<u>IMMOBILISATIONS EN COURS</u>		360 000
Tx périmètre de protection des captages (AP N° 4)	2 000 000	160 000
Extension du réseau de Tours vers la station Rosnay à Saint Avertin (AP N° 5)	1 000 000	100 000
Extension du réseau de Tours vers le SIAEP de Rochecorbon - Parçay Meslay (AP N° 6)	500 000	100 000
<u>TRAVAUX EN REGIE</u>		500 000
Travaux en régie		500 000
TOTAL EAU 2014		4 019 000

ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES - BUDGET PRIMITIF 2014 - FONCTIONNEMENT

CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	1 042 843,00	1 132 658,00	89 815,00	8,61%	70	Ventes de produits	708 638,00	758 826,00	50 188,00	7,08%
012	Charges du personnel et frais ass.	4 799 906,00	4 635 749,00	-164 157,00	-3,42%	74	Dotations subv et particip	5 195 022,00	5 053 022,00	-142 000,00	-2,73%
65	Autres charges de gestion courante	23 383,00	31 615,00	8 232,00	35,21%	75	Autres produits de gestion courante	19 298,00	25 000,00	5 702,00	29,55%
66	Charges financières					013	Atténuation de charges	5 674,00	5 674,00	0,00	0,00%
67	Charges exceptionnelles	2 500,00	2 500,00	0,00	0,00%	042	Opér. ordre transf. entre sect.	0,00	0,00	0,00	
042	68 Opér. ordre transf. entre sect.	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%	77	Produits exceptionnels		20 000,00	20 000,00	
	DEPENSES TOTALES	5 928 632,00	5 862 522,00	-66 110,00	-1,12%		RECETTES TOTALES	5 928 632,00	5 862 522,00	-66 110,00	-1,12%

ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES - BUDGET PRIMITIF 2014 - INVESTISSEMENT

CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
20	Immobilisations incorporelles										
21	Immobilisations corporelles	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%	040	Opér. ordre transf. entre sect.	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%
	DEPENSES TOTALES	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%		RECETTES TOTALES	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00%

BUDGET ANNEXE DES ACTIVITES LYRIQUES ET SYMPHONIQUES
BUDGET PRIMITIF 2014

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 6M€, soit :

- ♦ 5,9 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

Le financement de ce budget est assuré à 86,19 % (5 M€), par diverses participations reçues. La répartition de ces dotations s'effectue de la manière suivante :

- La Ville de Tours à hauteur de 3,3 M€ (soit 65,13% du montant total de ces participations) ;
- L'Etat 0,55 M€ (10,86 %) ;
- Le Conseil Régional 1,1 M€ (21,83%) ;
- Le Conseil Général 0,1 M€ (1,98%) ;
- Autres organismes (Mécénat) 0,01 M€ (0,20%).

Le principal poste de dépense est constitué des charges de personnel (4,6 M€ soit 79% des charges totales) dont la progression s'affiche à -3% par rapport à 2013.

En effet, à la demande du comptable, les dépenses liées au paiement des musiciens mensuels par le système du « GUSO » doivent être désormais comptabilisées au chapitre 011 (au lieu du 012) d'où cette variation négative sur cette ligne.

CREMATORIUM - BUDGET PRIMITIF 2014 - FONCTIONNEMENT

CHAP	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	67 600,00	6 297,00	-61 303,00	-90,68%	70	Ventes de produits	4 000,00	4 500,00	500,00	12,50%
66	Charges financières	19 300,00	17 200,00	-2 100,00	-10,88%	75	Autres produits de gestion courante	163 400,00	170 000,00	6 600,00	4,04%
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00%						
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	77 500,00	77 600,00	100,00	0,13%						
023	Virement à la section d'invest.		70 403,00	70 403,00							
	DEPENSES TOTALES	167 400,00	174 500,00	7 100,00	4,24%		RECETTES TOTALES	167 400,00	174 500,00	7 100,00	4,24%

CREMATORIUM - BUDGET PRIMITIF 2014 - INVESTISSEMENT

CHAP	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
16	Emprunts et dettes assimilées	66 100,00	68 200,00	2 100,00	3,18%	16	Emprunts et dettes assimilées				
21	Immobilisations corporelles	11 400,00	79 803,00	68 403,00	600,03%	040	Opérat. ordre transf. entre sect.	77 500,00	77 600,00	100,00	0,13%
						021	Virement de la section de fonct.		70 403,00	70 403,00	
	DEPENSES TOTALES	77 500,00	148 003,00	70 503,00	90,97%		RECETTES TOTALES	77 500,00	148 003,00	70 503,00	90,97%

BUDGET ANNEXE DU CREMATORIUM
BUDGET PRIMITIF 2014

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 0,3M€, soit :

- ♦ 0,2 M€ pour la section de fonctionnement,
- ♦ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

L'encours de la dette au 1^{er} janvier 2014 s'élève 526 401€ suite à la contraction d'un emprunt de 1M€ pour financer les travaux de rénovation du crématorium. Le montant de l'annuité est constant et s'établit à 85 290€. Pour 2014, le montant de la redevance versé par la SEM Pompes Funèbres Intercommunales se chiffre à 170 000€ (contre 163 400€ l'année dernière) et permet de couvrir le remboursement de l'annuité de l'emprunt et d'assurer l'amortissement technique de ce bâtiment

Après les travaux de rénovation achevés en 2006, une autorisation de programme de 1,3M€ HT est ouverte cette année pour financer la mise aux normes et la réhabilitation des fours. Les crédits de paiement inscrits au BP 2014 (0,08M€) proviennent des recettes propres de la section de fonctionnement.

SERVICE DES PRESTATIONS CIMETIERES - BUDGET PRIMITIF 2014 - FONCTIONNEMENT

CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION DE FONCTIONNEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
011	Charges à caractère général	151 500,00	151 500,00	0,00	0,00%	70	Ventes de produits	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	200,00	200,00	0,00	0,00%						
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00%						
042	Opérat. ordre transf. entre sect.	82 300,00	82 300,00	0,00	0,00%						
	DEPENSES TOTALES	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%		RECETTES TOTALES	235 000,00	235 000,00	0,00	0,00%

SERVICE DES PRESTATIONS CIMETIERES - BUDGET PRIMITIF 2014 - INVESTISSEMENT

Nø CPTE	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE		CHAP.	SECTION D'INVESTISSEMENT	B.P. 2013	B.P. 2014	DIFFERENCE	
				MONTANT	%					MONTANT	%
21	Immobilisations corporelles	82 300,00	82 300,00	0,00	0,00%	040	Opérat. ordre transf. entre sect.	82 300,00	82 300,00	0,00	0,00%
	DEPENSES TOTALES	82 300,00	82 300,00	0,00	0,00%		RECETTES TOTALES	82 300,00	82 300,00	0,00	0,00%

BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS CIMETIERES

BUDGET PRIMITIF 2014

Ce budget s'équilibre, en recettes et en dépenses, à la somme de 0,3M€, soit :

- ◆ 0,2 M€ pour la section de fonctionnement,
- ◆ 0,1 M€ pour la section d'investissement.

Comme tous les ans, les recettes tirées de cette activité annexe aux missions de service public seront consacrées principalement à la construction de nouveaux caveaux et au renouvellement du matériel.

Liste des autorisations de programme
et des autorisations d'engagement

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

BUDGET PRINCIPAL

N°	Intitulé de l'AP	Montant des AP					Montant des CP			
		Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révis ion de l'exercice 2014	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2014)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2014)	CP ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer de l'exercice 2015	Reste à financer (exercices au-delà de 2015)
10	UFR Médecine	950 E4	Finances	6 950 000,83		6 950 000,83	6 950 000,83			
81	CMS - Travaux de sécurité 3ème phase	551B1	Bâtiments	386 860,51		386 860,51	386 860,51			
84	Gymnase Monconseil	650N3	CA Bâtiments	6 507 126,52		6 507 126,52	6 507 126,52			
88	Boulevard Heurteloup Extrémité Est	654Z0	CA Techniques	712 989,76		712 989,76	712 989,76			
96	Informatisation de la Médiathèque et des bibliothèques	754Z0	DOMTG	396 831,80		396 831,80	396 831,80			
104	PPP Chauffage urbain	759Z0	Bâtiments	4 299 429,64		4 299 429,64	2 252 299,78	360 000,00	360 000,00	1 327 129,86
109	Logement Social	852Z0	Finances	3 767 081,99	-62 266,90	3 704 815,09	3 671 315,09		33 500,00	
111	Aménagement des réserves de la Camusière	858Z0	Bâtiments	2 800 000,00		2 800 000,00	297 482,64		900 000,00	1 602 517,36
114	Mise en sécurité des réserves de la Bibliothèque	966A1	Bâtiments	1 413 237,78		1 413 237,78	1 413 237,78			
115	Jardin botanique - Aménagement 2nde phase	967 E4	Parcs Jardins	956 800,00	-514 674,03	442 125,97	442 125,97			
116	Modernisation de la Bibliothèque	968A1	Bâtiments	6 122 000,22		6 122 000,22	6 122 000,22			
117	Embellissement des espaces publics du Vieux Tours	969A1	Techniques	2 392 000,00	-960 257,43	1 431 742,57	1 431 742,57			
118	Informatisation DRH	970Z0	DRH	257 500,00	25 130,00	282 630,00	257 500,00	25 130,00		
119	Etude de secteur sauvegardé	971A1	Techniques	336 000,00		336 000,00	336 000,00			

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

BUDGET PRINCIPAL

N°	Intitulé de l'AP	Montant des AP					Montant des CP			
		Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révis ion de l'exercice 2014	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2014)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2014)	CP ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer de l'exercice 2015	Reste à financer (exercices au-delà de 2015)
123	TRAM - Dévoisement des réseaux	10500Z0	Techniques	5 019 161,90		5 019 161,90	5 019 161,90			
124	Logement social - 2010	10505Z9	Finances	530 000,00		530 000,00	428 800,00		101 200,00	
125	Zac Beaumont	10506G1	Finances	418 655,25		418 655,25	418 655,25			
126	Terrain synthétique Tours Nord	10507S1	Techniques	717 600,00	-21 043,68	696 556,32	696 556,32			
128	Réhabilitation bvd R.Wagner	10509L1	Techniques	679 021,84		679 021,84	679 021,84			
129	Piscine Bozon - restructuration et rénovation	11500B1	Bâtiments	6 760 000,00		6 760 000,00	6 760 000,00			
130	CMS - Réaménagement locaux annexes salle Grenon	11501B1	Bâtiments	580 415,18		580 415,18	580 415,18			
131	Stade d'Honneur de la Vallée du Cher - Travaux					6 218 850,03	6 218 850,03			
	- Panneau d'affichage	11502M1	Bâtiments	412 911,81		412 911,81	412 911,81			
	- Tribune provisoire	11502M2	Bâtiments	5 448 488,45		5 448 488,45	5 448 488,45			
	- Maintien en ligue 2	11502M3	Bâtiments	357 449,77		357 449,77	357 449,77			
132	Restaurations œuvres avant déplacement Camusière	11503Z0	Culture	263 732,60	-100 665,37	163 067,23	163 067,23			
133	Jardin Place Meffre	11504K2	Parcs Jardins	1 061 613,36		1 061 613,36	1 061 613,36			
135	Logement Social 2011	11506Z0	Finances	530 000,00		530 000,00	444 000,00		86 000,00	
136	Autocommutateur de la mairie	11507Z0	DOMTG	535 000,00	-6 000,05	528 999,95	508 999,95	20 000,00		
137	GS J.Fontaine - 1ère phase	11508N3	Bâtiments	5 045 300,00		5 045 300,00	859 013,79	2 800 000,00	1 386 286,21	
138	Crèche Grenouillère - Monconseil	11509N3	Bâtiments	2 650 000,00		2 650 000,00	2 650 000,00			
139	Centre funéraire - Extension	11510F2	Bâtiments	920 000,00 HT 1 100 320,00 TTC		920 000,00	193 899,80	360 000,00	366 100,20	

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

BUDGET PRINCIPAL

Montant des AP							Montant des CP			
N°	Intitulé de l'AP	Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révis ion de l'exercice 2014	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2014)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2014)	CP ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer de l'exercice 2015	Reste à financer (exercices au-delà de 2015)
140	Rénovation Parc H.Balzac	12500I6	Parcs Jardins	383 000,00		383 000,00	29 927,30		353 072,70	
141	Fourrière de Larçay	12501Z8	Bâtiments	780 000,00		780 000,00	670 000,00		110 000,00	
142	Aménagement Leclerc / J.Jaurès					2 038 537,00	2 038 537,00			
	- Leclerc	12502A1	Techniques	1 200 000,00		1 200 000,00	1 200 000,00			
	- J.Jaurès	12502A2	Techniques	838 537,00		838 537,00	838 537,00			
143	Restauration Raspail - Restructuration des locaux	12503L1	Bâtiments	250 000,00		250 000,00	250 000,00			
144	Logement Social 2012	12505Z0	Finances	760 000,00		760 000,00	240 000,00	368 000,00	152 000,00	
145	Université F.Rabelais Centre de ressources en langue	12506Z0	Finances	1 500 000,00		1 500 000,00	1 000 000,00	250 000,00	250 000,00	
146	Réhabilitation salle des fêtes de Sainte-Radegonde	12507P3	Bâtiments	445 000,00		445 000,00	20 000,00		235 000,00	190 000,00
147	Haut de la rue Nationale	12508A2	Finances	10 227 263,00		10 227 263,00	813 280,00	1 501 070,00	1 500 000,00	6 412 913,00
148	Gymnase Racault - Travaux	12509D2	Bâtiments	150 000,00		150 000,00	150 000,00			
149	Logement Social 2013	13501Z0	Finances	530 000,00		530 000,00	255 000,00		275 000,00	
150	Site Mame Installation de l'ESBA	13502D1	Bâtiments	5 000 000,00		5 000 000,00	820 000,00	1 400 000,00	1 400 000,00	1 380 000,00
151	Restauration Pitard / Ferry Restructuration des locaux	13503H2	Bâtiments	200 000,00		200 000,00	100 000,00	100 000,00		

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

BUDGET PRINCIPAL

Montant des AP							Montant des CP			
N°	Intitulé de l'AP	Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révis ion de l'exercice 2014	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2014)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2014)	CP ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer de l'exercice 2015	Reste à financer (exercices au-delà de 2015)
152	GS J.Fontaine - 2ème phase	14501N3	Bâtiments	6 905 000,00		6 905 000,00		15 000,00	3 000 000,00	3 890 000,00
153	Vestiaires / sanitaires Terrain n°10 vallée du Cher	14502M2	Bâtiments	1 000 000,00		1 000 000,00		20 000,00	450 000,00	530 000,00
154	Dojo Van Hauwe Restructuration des locaux	14503M4	Bâtiments	5 996 000,00		5 996 000,00		5 000,00	3 500 000,00	2 491 000,00
155	CRR - Réfection de la chapelle	14504C1	Bâtiments	2 153 000,00		2 153 000,00		10 000,00	1 000 000,00	1 143 000,00
156	Musée des Beaux Arts Restructuration d'un bâtiment annexe pour billetterie et cafétéria	14505C3	Bâtiments	2 392 000,00		2 392 000,00		20 000,00	1 500 000,00	872 000,00
157	Chapelle des capucins Pôle des musiques anciennes	14506Z0	Bâtiments	1 000 000,00		1 000 000,00		10 000,00	450 000,00	540 000,00
158	Crèche -Etude	14507L1	Bâtiments	3 000 000,00		3 000 000,00		10 000,00	1 500 000,00	1 490 000,00
159	Logiciel financier	14508Z0	DSI	400 000,00		400 000,00		150 000,00	250 000,00	
				114 337 009,21	-1 639 777,46	112 697 231,75	64 246 312,42	7 424 200,00	19 158 159,11	21 868 560,22

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

		Montant des AE				Montant des CP			
N°	Intitulé de l'AE	Service Gestion.	Pm, AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2014	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2014)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2014)	CP ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer de l'exercice 2015	Reste à financer (exercices au-delà de 2015)
1	PPP Chauffage urbain	Bâtiment	36 215 208,22		36 215 208,22	14 207 002,06	2 428 007,00	2 524 763,00	17 055 436,16
			36 215 208,22	0,00	36 215 208,22	14 207 002,06	2 428 007,00	2 524 763,00	17 055 436,16

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT
BUDGET DE L'EAU**

N°	Intitulé de l'AP	Montant des AP					Montant des CP		
		Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2014	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2014)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2014)	CP ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer au delà de l'exercice 2014
1	Zone de captage Ile aux vaches	750Z0	Techniques	4 032 381,47		4 032 381,47	4 032 381,47		
2	Station d'alerte	751Z0	Techniques	603 266,92		603 266,92	603 266,92		
3	Devoiemnt réseaux Tramway	10500Z0	Techniques	8 400 000,00		8 400 000,00	8 400 000,00		
4	Perimètre de protection de captages	12504Z0	Techniques	2 000 000,00		2 000 000,00	501 536,97	160 000,00	1 338 463,03
5	Extension réseau de Tours vers Rochecorbon/Parçay	13087P2	Techniques	600 000,00		600 000,00	500 000,00	100 000,00	0,00
6	Extension réseau de Tours vers Rosnay Saint Avertain	14509Z8	Techniques	1 000 000,00		1 000 000,00	0,00	100 000,00	900 000,00

**SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT
BUDGET DU CREMATORIUM**

		Montant des AP					Montant des CP		
N°	Intitulé de l'AP	Opération	Service Gestion.	Pm, AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice 2014	Total cumulé (Toutes les DM y compris pour 2014)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/2014)	CP ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer au delà de l'exercice 2014
1	Mise aux normes et réhabilitation des fours	14500Z8	Bâtiments	1 315 000,00		1 315 000,00	0,00	79 803,00	1 235 197,00